

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TRAVAUX
PUBLICS

Cellule des Infrastructures et des Marchés

B.P. 510 Yaoundé Cameroun
Tel.: (+237) 222 23 09 44
Fax: (+237) 222 22 18 16



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

NATIONAL ADVANCED SCHOOL OF PUBLIC
WORKS

Infrastructures and Tenders Editing Unit

P.O. Box 510 Yaounde Cameroon
Tel.: (+237) 222 23 09 44
Fax: (+237) 222 22 18 16

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES AUPRES DE L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES
TRAVAUX PUBLICS**

NATIONAL ADVANCED SCHOOL OF PUBLIC WORKS INTERNAL TENDERS BOARD

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°004/AONO/MINTP/CIPM-
ENSTP/2025 DU 03 AVRIL 2025 POUR L'ACQUISITION ET
INSTALLATION D'UN GROUPE ELECTROGENE A L'ECOLE
NATIONALE SUPERIEURE DES TRAVAUX PUBLICS DE YAOUNDE**

MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR DE L'ENSTP

FINANCEMENT : BIP du MINTP Exercice 2025

IMPUTATION : 22 40 40

SOMMAIRE DU DAO

PIECE N°01 : AVIS D'APPEL D'OFFRES

PIECE N°02 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

PIECE N°03 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

PIECE N°04 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

PIECE N°05 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

PIECE N°06 : CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)

PIECE N°07 : CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF

PIECE N°08 : CADRE DU SOUS DETAIL DES PRIX

PIECE N°09 : MODELE DE MARCHE

PIECE N°010 : MODELES DE DOCUMENTS A UTILISER PAR LES SOUMISSIONNAIRES

PIECE N°011 : FORMULAIRES ET MODELES A UTILISER

PIECE N°012 : JUSTIFICATIFS DES ETUDES PREALABLES

PIECE N°013 : LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS

PIECE N° 1

AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)
Version Française



COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES AUPRES DE L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TRAVAUX PUBLICS

NATIONAL ADVANCED SCHOOL OF PUBLIC WORKS INTERNAL TENDERS BOARD

**Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°004/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2025 du 03
avril 2025 pour l'acquisition et installation d'un groupe électrogène à l'École Nationale
Supérieure des Travaux Publics de Yaoundé**

Financement : Budget d'Investissement Public du MINTP Exercice 2025

1.- Objet de l'appel d'offres:

Le Directeur de l'ENSTP lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la sélection d'une entreprise devant fournir ***un groupe électrogène à l'École Nationale Supérieure des Travaux Publics de Yaoundé.***

2.- Consistance des prestations :

Les prestations, objet du présent Appel d'offres sont reparties en un(01) lot unique comme suit :

- **Acquisition d'un groupe électrogène ;**
- **Installation du groupe électrogène :**
 - Travaux préliminaires ;
 - Travaux de fondation ;
 - Elévations ;
 - Menuiseries métalliques ;
 - Peinture ;
 - Toiture ;
 - Electricité.

3.- Allotissement

Les travaux constituent en un lot unique.

4.- Coûts prévisionnel:

Le coût prévisionnel de ces prestations est de **50.000.000** (Cinquante millions) Francs CFA.

5.- Délai d'exécution:

Le délai d'exécution des prestations, objet du présent appel d'offres est de **trois (03) mois.**

6.- Participation et origine :

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Entreprises de droit camerounais, justifiant de bonnes aptitudes en matière de livraison des prestations dans ce domaine.

7.- Financement :

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont financés par le **Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercice 2025.**

8.- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9.- Cautionnement de soumission

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie conformément à la **lettre Circulaire N°000019/LC/MINMAP/ du 05 juin 2024**, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les Marchés Publics, acquitté à la main d'un montant de **1 000 000 (Un million) de francs CFA**, délivrée par un organisme ou une institution financière agréé par le ministère chargé des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics dont la liste figure dans les pièces du DAO, valable pendant 30 (trente) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10.- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres :

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables au Secrétariat du Maître d'ouvrage à l'ENSTP à Yaoundé, BP 510 Yaoundé, Téléphone 222 23 09 44 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11.- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres :

Le dossier peut être obtenu au **Secrétariat du Maître d'ouvrage à l'ENSTP de Yaoundé, BP 510 Yaoundé, Téléphone 222 23 09 44, Fax 222 22 18 16** dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **100 000 (cent mille) FCFA** dans le compte n°335 988 60001-94 dans l'une des agences de la BICEC.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie électronique la présentation de l'offre « copie sauvegarde » sont conditionnées par le paiement des frais d'achat du DAO.

12.- Remise des Offres :

La soumission se fera exclusivement en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **30 Avril 2025 à 12heures précises**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière. Les formats acceptés sont les suivants :
- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

13.- Recevabilité des offres :

Sous peine de rejet de l'offre, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète par rapport aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Toutefois, en cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question. Cependant, l'absence ou la non-conformité à l'ouverture des plis de la caution de soumission délivrée par un établissement bancaire ou un organisme financier de premier ordre, agréé par le Ministère chargé des Finances, entraîne le rejet de l'offre.

14.- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps, le **30 Avril 2025, à 13 heures** précises par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de l'ENSTP dans la salle de lecture de la bibliothèque de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics de Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

15.- Critères d'évaluation

15.1 Principaux critères éliminatoires :

- a) Absence et/ou la non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- b) Non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (**hormis la caution de soumission**) ;
- c) Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou des pièce falsifiée ;
- d) Omission dans le bordereau des prix d'un prix unitaire quantifié ;
- e) Absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- f) Absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par un distributeur agréé par le fabricant accompagné de l'agrément dudit distributeur ;
- g) Non satisfaction de 80% des critères essentiels.

15.2 Principaux critères essentiels :

N° Activité

A) Présentation

- B) Références dans les prestations similaires
- C) Conformités des spécifications techniques
- D) Personnel d'encadrement
- E) Matériel
- F) Organisation et compréhension du projet
- G) Délai de garantie
- H) Planning et délai de livraison

Le non-respect d'au moins 80% des rubriques entraîne l'élimination de l'offre pour l'analyse financière.

16.- Attribution :

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre financière évaluée la moins disante et remplissant les qualifications techniques et administratives requises.

17.- Durée de validité des offres :

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date fixée pour la remise des offres.

18.- Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au secrétariat de la Direction de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics à Yaoundé, BP 510, Tél. : 222 23 09 44 Fax : 222 22 18 16 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tous autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19.- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques :

Pour toute dénonciation pour pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro **1517**, l'Autorité chargé des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel aux numéros : Tel : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Fait à Yaoundé, le

**Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des
Travaux Publics de Yaoundé**

Pr NKENG George ELAMBO

Ampliations :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Secrétariat du Maître d'Ouvrage ;
- Affichage.

INVITATION TO TENDER
English version

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES AUPRES DE L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TRAVAUX PUBLICS

NATIONAL ADVANCED SCHOOL OF PUBLIC WORKS INTERNAL TENDERS BOARD

**Urgent Open National Invitation to Tender N°004/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2025 of
03th April 2025 for the acquisition and installation of generator to the Yaounde National
Advanced School of Public Works.**

Financing: MINTP Public Investment Budget for Fiscal Year2025

1. Purpose:

The Director of NASPW is launching a national open call for tender for the selection of a company to supply a generator to the National School of Public Works Yaounde

2. Nature of services:

The services, subject of this call for tender are divided into a single (01) lot as follows :

- Acquisition of a generator set (the **supply, installation, commissioning and maintenance during the warranty period of the following IT equipment and/or software** [brief description of the supply of equipment and/or software, [transportation, handling (local and international), commissioning and acceptance as the case may be and to be specified by the Project Owner or the Delegated Project Owner, as appropriate] and the ancillary services] ;
- Installation of the generator set :
 - Preliminary work ;
 - Foundationwork ;
 - Elevations ;
 - Metal joinery ;
 - Painting ;
 - Roofing ;
 - Electricity.
 - covered by this consultation comprise:.

3. Allotment

The services are constituting a single lot.

4. Estimated cost

The forecast cost of works is **fifty million (50,000,000) CFA F.**

5. Provisional deadline and place of delivery:

The maximum deadline set by the Project Owner for the delivery of services subject of the invitation to tender shall be 03 (three) months at the Yaounde National Advanced School of Public Works.

6. Participation and Origin:

Participation in this tender is open to Cameroonian law contractors with expertise in the field.

7. Financing:

The services will be funded by the Public Investment **Budget of the Ministry of Public Works for Fiscal Year 2025**,

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is online.

9. Bid bond:

Under penalty of rejection, each bidder must attach to their administrative documents, a bid bond established in accordance in with **letter Circular N°000019/LC/MINMAP/ of June 5, 2024**, relating to the terms of consultation, deposit, conservation, restitution and withdrawal of deposits on Public Contrats, paid in hand in the amount **CFA F one million (1 000, 000)**, issued by a body or financial institution approved by the ministry responsible for finance to issue guarantees in the domains of public contract procurement listed in the DAO documents, valid for 30 (thirty) days beyond the date initial validity of offers.

The absence of a bid bond issued by a first rate bank or first class financial organization authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the public contract procurement will result in the outright rejection of the offer.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of tender file

Tender documents may be consulted at the Project Manager's Secretariat, at the National Advanced School of Public Works Yaoundé, tel. 222 23 09 44, right from the publication of the present invitation to tender.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://WWWmarchespublics.cm> and <http://WWWpubliccontrats.cm> on the ARMP website (WWW.armp.cm).

11. Acquisition of tender file

Tender documents may be obtained at the Project Manager's Secretariat, during working hours, at the National Advanced School of Public Work (NASPW) Yaounde, right from the publication of the present invitation to tender, upon presentation of the receipt of payment into BICEC account n°335 988 60001-94 of a non-refundable fee of **fifty thousand (50,000) CFA F**.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be subject to the payment of TF purchase fees.

12. Submission of offers

Submission will be made exclusively online, the offer must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform on the **30th April 2025** at 12 p.m. sharp. A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the above mention within the allotted time frame.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of documents which will pass through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MO for the Administrative Offer;
- 15 MO for the Technical Offer;
- 5 MO for the Financial Offer. the accepted formats are as follows:
- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Offers received after the submission deadline will be deemed inadmissible.

13. Admissibility of bids:

On the risk of rejection of the offer, the required administrative documents must be produced in original or certified true copies by the issuing service, in accordance with the provisions of the Supplementary Regulations of the Invitation to Tender. They must obligatorily date from less than three (03) months preceding the date of submission of the offers or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender.

Any incomplete offer in relation to the stipulations of the bidding documents will be declared inadmissible. However, in the event of the absence or non-conformity of a document in the administrative file when the bids are opened, the bidders concerned shall be given a period of 48 hours to produce or replace the part in question. However, the absence or non-compliance at the opening of bids of the bid bond issued by a bank or financial institution of the first order, approved by the Ministry of Finance, results in the rejection of the bid.

14. Opening of Bids

Tenders will be opened once; on **30th April 2025**, at **1 p.m. prompt** by the NASPW Internal Tenders Board in the reading room of the NASPW library.

Only Tenderers may attend the opening session or be represented by a duly authorized person of their choice with sound knowledge of the file.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders.

They must be valid on the original deadline for submitting tenders or have been established after the of signature of the call for tenders.

14.- Evaluation Criteria

14.1.- Eliminatory Criteria:

- a) Absence and/or non-compliance of the bid bond at the opening of bids;
- b) Failure to produce during the 48-hour deadline after the bids opening session, an administrative document which was absent or non-compliant (**apart from the bid bond**);
- c) False statement or falsified document
- d) Omission in the price schedule of a quantified unit price;
- e) Lack of prospectus accompanied by the manufacturer's technical data sheets;
- f) Lack of the supplier's approval or authorization issued by a distributor approved by the manufacturer accompanied by the approval of said distributor;

g) Not satisfaction of at least 80% of essential criteria.

14.2.-Essential Criteria:

No. Activity

- A) Presentation
- B) References of the company in similar services
- C) Compliance of technical specifications
- D) Management staff
- E) Material
- F) Organization and understanding of the project
- G) Warranty deadline
- H) Schedule and delivery time

Failure to comply with at least **80%** of the items will lead to tender disqualification from financial analysis.

15.-Attribution:

The contract will be assigned to the tenderers presenting the least saying offer and filling the requisite technical and administrative capacities.

16.- Duration of validity of bids:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of 90 (ninety) days from the tender-submission date.

17.- Further information:

Further information may be obtained during working hours at the NASPW Head Office Secretariat, Yaoundé, P.O. Box 510, Tel.: 222 23 09 44; Fax: 222 22 18 16. Online on the COLEPS platform at <http://WWWmarchesppublics.cm> and <http://WWWpubliccontrats.cm>.

18.- Fight against corruption and malpractices:

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Authority in Charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Copies:

- o MINMAP (for information); Done at Yaoundé, on
- o ARMP (for publication and filing);
- o Internal Tenders Board Chair (for information); Director of the National Advanced School of Public Works
- o Project Owner's Secretariat ;
- o Filing.

Pr. Nkeng George Elambo

PIECE N°02
REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

A. GENERALITES

Article 1 : Portée de la soumission

- 1.1. Le Maître d’Ouvrage tel que précisé dans le Règlement Particulier de l’Appel d’Offres (RPAO), lance un Appel d’Offres pour l’acquisition des fournitures **et/ou** services **quantifiables** (disponibles sur le marché local *ou sur le marché international*) décrits dans le présent Dossier d’Appel d’Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom et le numéro d’identification faisant l’objet de l’Appel d’Offres figurent dans le RPAO.

- 1.2. Le Soumissionnaire retenu ou attributaire, doit livrer les fournitures et services quantifiables dans le délai prévisionnel indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l’ordre de service de démarrage des prestations.
- 1.3. Dans le présent Dossier d’Appel d’Offres, le terme “jour” désigne un jour calendaire, à l’exception des jours ouvrables expressément spécifiés dans le code des marchés publics.

Article 2 : Financement

La source de financement des fournitures et/ou services connexes objet du présent appel d’offres est précisé dans le RPAO.

Article 3 : Principes et éthiques

- 3.1. Les agents relevant du service public, les soumissionnaires et les titulaires de marché, ainsi que toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la chaîne de passation, d’exécution, de contrôle et de régulation des marchés, sont soumis aux dispositions des lois et règlements interdisant les actes de corruption, les manœuvres frauduleuses, les pratiques collusives, coercitives ou obstructives, les conflits d’intérêts, les délits d’initiés et les complicités.

A cet égard, ils souscrivent la charte d’intégrité dont le modèle est joint en annexe du présent Dossier d’Appel d’Offres (pièce 10).

En vertu de ces principes, le Maître d’ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué a défini, aux fins de cette clause, les expressions de la manière suivante :

- i. Est convaincu d’acte de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d’influencer l’action d’un agent public au cours de l’attribution ou de l’exécution d’un marché.
- ii. Se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d’influencer l’attribution ou l’exécution d’un marché.
- iii. Sont convaincus de « pratiques collusives » deux ou plusieurs soumissionnaires qui s’entendent dans le but de maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence

iv. Se livre à des « pratiques coercitives », quiconque porte atteinte aux personnes ou à leurs biens ou profère des menaces à leur encontre de manière directe ou indirecte, afin d'influencer leurs actions au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché

v- Se livre aux « pratiques obstructives », quiconque commet des actes visant à la destruction, la falsification, l'altération ou la dissimulation des preuves sur lesquelles se fonde une enquête ou toutes fausses déclarations faites aux enquêteurs ou bien toute menace, harcèlement ou intimidation à l'encontre d'une personne aux fins de l'empêcher de révéler des informations relatives à une enquête, ou bien de poursuivre celle-ci.

vi. Le « conflit d'intérêt » désigne toute situation dans laquelle le titulaire d'un marché ou surveillant des procédures de passation et /ou de l'exécution du marché pourrait tirer des profits directs ou indirects d'un marché conclu par le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage Délégué, d'une affectation ou toute situation dans laquelle il a des intérêts personnels ou financiers suffisant pour compromettre son impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter défavorablement son jugement.

Vii -Les Présidents, membres, secrétaires et experts des commissions des marchés publics, sous – commission d'analyse et responsables chargés des marchés sont astreints à l'obligation de réserve et de discréetion.

Ils doivent s'abstenir de toute action de nature à compromettre leur objectivité et, dans tous les cas, ne disposer d'aucun intérêt financier, personnel ou autre lié au marché e examen.

Viii- En cas de conflit d'intérêt, les Présidents, les Experts et les membres des Commission de Passation des Marchés et des Commission de Contrôle des Marchés et ceux des sous commissions d'analyse, ainsi que les Observateurs indépendants doivent le signaler par écrit au Maître d'Ouvrage, ou au Président de la Commission de passation des marchés publics sous peine des sanctions prévues par la réglementation en vigueur. Dans ce cas, il est alors pourvu à leur remplacement pour les marchés concernés.

ix. La complicité s'entend de :

- L'omission ou la négligence d'effectuer les contrôles ou de donner les avis techniques prescrits ;
- L'abstention volontaire de porter à la connaissance du Maître d'ouvrage ou de l'autorité compétente, les irrégularités constatées lors de la réalisation de ses missions.

b. rejettéra toute proposition d'attribution, s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption, de conflit d'intérêt, de complicité ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusives, coercitives ou obstructives pour l'attribution de ce marché.

3.2. L'Autorité chargée des marchés publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (02) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire

ou cocontractant de l'Administration pour trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de complicité, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans son offre, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

3.3. L'Autorité chargée des Marchés Publics, peut prendre à l'encontre des acteurs publics reconnus coupables de violation des dispositions du Code des Marchés Publics, une décision d'interdiction d'intervenir dans la passation et le suivi de l'exécution des Marchés Publics pendant une période n'excédant pas deux (2) ans.

Article 4 : Candidats admis à concourir

4.1 En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les soumissionnaires, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité ci-après :

a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement, **le cas échéant** ;

b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt dans les conditions ci-après :

i. est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ;

ii. est dans le cadre d'un même appel d'offres, représentant légal d'un autre soumissionnaire ; au présent appel d'offres ;

iii. participe à plus d'une offre dans le cadre d'un même appel d'offres notamment, soit à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement d'entreprises, soit en tant que sous-traitant dans une offre tout en étant soumissionnaire à titre individuel ou membre d'un groupement d'entreprises. Un fournisseur peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres, mais en cette qualité de sous-traitant seulement.

iv. est affilié à un groupe ou entité que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a recruté ou envisage de recruter pour participer au contrôle ;

v. le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué participe au capital du soumissionnaire de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics ;

c. Une personne morale de droit public si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) gérée selon les règles de la comptabilité privée et (iii) n'est pas sous la tutelle du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué sauf autorisation expresse de l'Autorité chargée des marchés publics.

d. Les organisations de la société civile et les Etablissements publics à condition que les prix proposés soient concurrentiels, c'est-à-dire, qu'ils aient été déterminés(i) en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects concourant à la formation du prix de la prestation objet du contrat et(ii) qu'ils n'ont pas bénéficié, dans la détermination de ce prix, des avantages découlant des ressources qui leurs sont attribuées au titre de leurs missions de service public.

4.2 L'appel d'offres est ouvert selon les spécifications du RPAO à tous les soumissionnaires qui remplissent les conditions ci-après :

a. ne pas être en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;

b. ne pas être frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international ;

c. souscrire aux déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur.

4.3 Pour soumissionner par voie électronique via COLEPS ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d'un certificat électronique valide.

4.4 Pour soumissionner en ligne via COLEPS, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d'un certificat électronique valide.

Article 5 : Fournitures et/ou services quantifiables

5.1. Le terme « fournitures » désigne tous les produits, matières premières, machines, équipements et tous autres matériaux ; déjà importées aux fins de fabrication ou d'assemblage au Cameroun que le Fournisseur est tenu de livrer en exécution du Marché.

5.2. Le terme « services quantifiable » désigne notamment les prestations de services concernant entre autres, le gardiennage, le nettoyage ou l'entretien des édifices publics ou des espaces verts, l'entretien ou la maintenance des matériels et équipements de bureau ou d'informatique, l'assurance, à l'exclusion de l'assurance maladie etc. ; ...

Article 6 : Documents établissant la qualification du soumissionnaire

6.1. Fournir les documents permettant d'établir la qualification du soumissionnaire selon la liste prévue dans le RPAO et comprenant notamment, toutes les informations qui leur sont demandées dans le RPAO toutes les informations demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. La production de l'extrait des bilans certifiés faisant ressortir le chiffre d'affaires et les résultats ;
- ii. l'accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- iii. Les marchés exécutés ;
- iv. La disponibilité du matériel indispensable.
- v. Le certificat de catégorisation pour les prestataires de fourniture et services quantifiable, le cas échéant.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a. L'offre devra inclure pour chacun des fournisseurs, tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
- b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
- d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis-à-vis du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué pour l'exécution du marché ;
- e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans un compte unique. En cas de groupement conjoint, les tâches de chaque membre doivent être précisées et chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans son propre compte.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGAO.

Article 7 : Visite du site des travaux

7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Cette visite lorsqu'elle est exigée dans le RPAO, doit être sanctionnée par une attestation de visite du site signée sur l'honneur par le soumissionnaire, faisant ressortir une description du site ainsi que les observations sur les conditions d'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

7.2. Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué est tenu d’autoriser le Soumissionnaire qui en fait la demande et ses employés ou agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué, de toute responsabilité pouvant en résulter.

Le soumissionnaire demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7.3. Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué peut organiser une visite du site des prestations au moment de la réunion préparatoire à l’établissement des offres mentionnées à l’article 19 du RGAO.

B. DOSSIER D’APPEL D’OFFRES

Article 8 : Contenu du Dossier d’Appel d’Offres

8.1. Le Dossier d’Appel d’Offres décrit les fournitures et /ou services quantifiable faisant l’objet du marché, fixe les procédures de consultation des entreprises et précise les conditions du marché. Outre-le (s) additif (s) publié(s) conformément à l’article 10 du RGAO. Il comprend les documents énumérés ci-après :

- Pièce n° 0 : La lettre d’invitation à soumissionner (en cas d’Appels d’Offres Restreints) ;
- Pièce n°1 : l’Avis d’Appel d’Offres rédigé en français et en anglais (AAO)
- Pièce n°2 : le Règlement Général de l’Appel d’Offres (RGAO)
- Pièce n°3 : le Règlement Particulier de l’Appel d’Offres (RPAO)
- Pièce n° 4 : le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Pièce n° 5 : le Cahier des Spécifications techniques de la fourniture qui comprend la liste des fournitures et services connexes le cas échéant, ou les spécifications techniques le cas échéant.
- Pièce n° 6 : le Cadre du Bordereau des prix unitaires et forfaitaires
- Pièce n° 7 : le Cadre du détail estimatif
- Pièce n° 8 : le Cadre des sous-détails des prix unitaires et/ou de la décomposition des prix le cas échéant
- Pièce n° 9 : le Modèle de marché
- Pièce n° 10 : Les Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires, notamment :
 - a. Le Modèle de lettre de soumission ;
 - b. Le Modèle de cautionnement de soumission ;
 - c. Le Modèle de cautionnement définitif ;
 - d. Le cautionnement d’avance de démarrage ;
 - e. Le Modèle de cautionnement de bonne exécution en remplacement de la retenue de garantie ;
 - f. Le modèle d’autorisation du fabricant ;
 - g. Les Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références ;

- h. Le cadre du planning d'exécution ;
- i. Le Modèle de fiches de prestations susceptibles d'être sous-traitées ;
- Pièce n° 11 : le formulaire de la charte d'intégrité.
- Pièce n° 12 : le formulaire de la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales.
- Pièce n° 13 : le Visa de maturité ou tout autre justificatif des études préalables à remplir par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, la disponibilité du financement ou l'inscription budgétaire.
- Pièce n° 14 : La liste des établissements bancaires et organismes financiers habilités par le Ministre en charge des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics.

8.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

9.1. a) Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à **l'Autorité Contractante** par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué indiquée dans le RPAO ou via COLEPS. Cependant, **l'Autorité Contractante répondra par écrit ou par courrier électronique ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué dans le DAO à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.**

9.1.b). Une copie de la réponse de **l'Autorité Contractante**, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres dans un délai maximal de cinq (05) jours.

9. 2. Tout soumissionnaire qui s'estime lésé peut introduire une requête auprès du Maître d'ouvrage ou du Maître d'ouvrage Délégué.

En cas d'appel d'offres restreint, le recours doit :

- a) à la phase de pré-qualification, porter sur des demandes de réexamen des conditions de sollicitation, de pré-qualification ou sur des demandes de réexamen des décisions ou actes pris par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué lors de la procédure de pré-qualification.
- b) Les candidats disposent de cinq (05) jours ouvrables avant la date de dépôt des candidatures et cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats de la pré-qualification pour introduire leur recours auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, avec copie à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.
- c) Ce recours n'est pas suspensif.

9.3. Lorsque l'appel d'offres ouvert est la procédure retenue, le recours doit être adressé, entre la publication de l'Avis d'appel d'offres et l'ouverture des plis :

- a) au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué avec copie à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;
- b) il doit parvenir au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué au plus tard quatorze (14) jours ouvrables avant la date d'ouverture des offres ;
- c) le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose de cinq (05) jours ouvrables pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'Organisme Chargé de la Régulation des Marchés Publics ;
- d) en cas de désaccord entre le requérant et le Maître d'ouvrage ou le Maître d'ouvrage Délégué, le recours est porté par le requérant au Comité chargé de l'examen des recours.
- d) ce recours n'est pas suspensif.

Article 10 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

10.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres **ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO.**

10.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué devra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 23.2 du RGAO.

C.PREPARATION DES OFFRES

Article 11 : Frais de soumission

Le Soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 12 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué seront rédigés en français ou en anglais. Les documents

complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 13 : Documents constituant l'offre

13.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend notamment :

a.1.Tous les documents attestant que le soumissionnaire :

- a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
- s'est acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- n'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international.

a.2. Le cautionnement de soumission établi conformément aux dispositions de l'Article 20 du RGAO ;

a.3.L'acte écrit donnant pouvoir au signataire de l'offre d'engager la personne morale soumissionnaire, le cas échéant conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Volume 2 : Offre technique

Il comprend notamment :

b.1.Les renseignements sur la qualification

Le RPAO précise la liste des documents à fournir attestant de la qualification des soumissionnaires et conformément à l'Article 6.1 du RGAO, notamment les spécifications techniques, les références de l'entreprise (prestations similaires), le service après-vente, le matériel et le personnel.

b.2.Les propositions techniques

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment :

- une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus et fiches techniques conformément à l'article 18 du RGAO ;
- le calendrier, le planning et le délai de livraison des prestations ;

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées, renseignés et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières(CCAP) ;
- Les spécifications techniques ou clauses techniques Particulières.

b .4. Commentaires CCAP et CCTP

Les soumissionnaires formuleront un commentaire sur les spécifications techniques des fournitures, assortis d'éventuelles propositions.

b .5. la charte d'intégrité

b-6- la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

- la soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle ou formulaire type joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
- le bordereau des Prix Unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli ;
- le détail quantitatif et estimatif dûment rempli ;
- le Sous-détails des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.
- L'échéancier prévisionnel de paiements, le cas échéant

Les soumissionnaires devront utiliser à cet effet les pièces et modèles ou formulaires prévus dans le Dossier d'appel d'offres, sous réserve des dispositions de l'Article 20.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Cautionnement de Soumission.

13.2. Le RPAO indique combien de temps les propositions doivent demeurer valides à compter de la date de soumission. Pendant cette période, les soumissionnaires doivent garder à disposition le personnel spécialisé proposé pour la mission. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué fait tout son possible pour mener à bien les négociations dans ces délais. Si celui-ci souhaite prolonger la durée de validité des propositions, les Candidats qui n'y consentent pas sont en droit de refuser une telle prolongation.

Article 14 : Montant de l'offre

14.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des fournitures et services connexes décrits à l'article 1.1 du RPAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés, ainsi que du sous-détail des prix unitaires et de la décomposition des prix forfaitaires présentés par le soumissionnaire le cas échéant.

14.2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

14.2 Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et le CCAP, les prix proposés dans le cadre du sous-détail des prix pour les Fournitures et Services quantifiables, seront présentés de la manière suivante :

a. Pour les fournitures fabriquées au Cameroun :

- i. le prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures ;
- ii. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué ;
- iii. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans le RPAO.

b. Pour les fournitures à importer :

- i. le prix des fournitures DAP- lieu de destination, tel que stipulé au RPAO ;
 - ii. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures du lieu de destination indiqué (CIP) à leur destination finale (site du Projet) spécifiée au RPAO ; et
 - iii. le prix des fournitures à importer doit être indiqué DAP lieu de destination, si le RPAO le stipule ; à la place du prix DAP indiqué en (b)(i) ci-dessus.
 - iv. le fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la Convention de financement.
 - v. les conditions générales types des prix sont régies par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de commerce internationale à la date de l'appel d'offres ou à la date spécifiée dans le RPAO.
- c. Pour les fournitures déjà importées, le prix indiqué sera différent de la valeur originelle d'importation de ces fournitures déclarées en douane, et devra inclure toute réduction ou toute marge de l'agent ou du représentant local, ainsi que les coûts locaux y afférents, à l'exclusion des droits de douanes et taxes d'importation déjà payés et/ou restant à payer par le Fournisseur. Par souci de clarté, il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer : (a) leur prix comprenant les droits de douanes et d'importation initiaux, (b) le montant de ces mêmes droits de douanes et d'importation, et (c) leur prix, hors taxes d'importation qui est la différence entre les montants (a) et (b).

- i. le prix des fournitures, incluant leur valeur d'importation initiale et la marge (ou réduction) éventuelle, ainsi que les autres coûts, droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés ou à payer sur ces fournitures ;
 - ii. les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés (justifiés par des documents) ou à payer sur les fournitures déjà importées ;
 - iii. le prix des fournitures obtenu par différence de (i) et (ii) ci avant ;
 - iv. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues au Cameroun si le Marché est attribué ;
 - v. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du projet) spécifiée dans le RPAO.
- d. Pour les services connexes, autres que transports intérieurs et autres services nécessaires pour acheminer les fournitures à leur lieu de destination finale, lorsque de tels services connexes sont requis :
- i. le prix de chaque élément faisant partie des services connexes y compris ;
 - ii. tous les droits de douane, taxes sur les ventes et autres taxes similaires perçues sur les services connexes au Cameroun si le marché est attribué.

14.3. Les prix offerts par le soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 29 du RGAO.

14.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.5. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.6. Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N° 8 du DAO.

14.7. Au cas où l'appel d'offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article.

14.8. Les soumissionnaires indiqueront les rabais consentis dans leurs offres. Par ailleurs, ils préciseront les conditions d'application de ce rabais.

Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement

15.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous ; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

15.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante :

- a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.
- b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

- a. Les prix des intrants nécessaires aux fournitures et services quantifiables que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés en francs CFA tels que spécifié au RPAO et dénommée "monnaie nationale".
- b. Les prix des intrants nécessaires aux fournitures et services quantifiables que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

15.5. Durant l'exécution des fournitures et services quantifiables, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et l'entreprise de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

Article 16 : Documents attestant de l'admissibilité du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGAO.

Article 17 : Documents attestant de l'admissibilité des fournitures

17.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des fournitures et services qu'il se propose de fournir en exécution du Marché satisfont aux clauses techniques particulières.

17.2. S'agissant des fournitures importées, les documents y afférant consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement, entre autres.

Article 18 : Documents attestant de la conformité des fournitures

18.1. Pour établir la conformité des fournitures et /ou services quantifiables au Dossier d'Appel d'Offres, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures ou services se conforment aux spécifications et clauses techniques ainsi qu'aux normes spécifiées (le cas échéant) dans le Descriptif de fourniture.

18.2. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des fournitures, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux dites spécifications.

18.3. Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, consommables, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par le Maître d'Ouvrage ou le Maitre d'Ouvrage Délégué et pendant la période précisée au RPAO.

18.4. Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par (le Maitre d'Ouvrage ou le Maitre d'Ouvrage Délégué) sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

18.5. Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de Maître d'Ouvrage que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des prix et les spécifications techniques.

18.5. Propositions variantes des soumissionnaires

a. Excepté dans le cas mentionné à l'Article 18.6 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a besoin pour procéder à

l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, spécifications techniques, sous-détails de prix et tous autres détails utiles. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins-disante.

b. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des fournitures complexes, ces parties de fournitures doivent être décrites dans les Spécifications techniques. Le dossier d'appel d'offres doit préciser de manière claire, la façon dont les variantes doivent être prises en considération pour l'évaluation des offres.

Article 19 : validité des offres

19.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres pour compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, en application de l'Article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte, sera considérée par la Commission de passation des marchés comme non conforme, sauf si le délai de validité du cautionnement de soumission est conforme. Dans ce cas, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé au soumissionnaire pour produire une lettre d'invitation à soumissionner.

19.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité du cautionnement de soumission prévu à l'Article 20 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre son cautionnement de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

19.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adressera au(x) soumissionnaire(s).

18.4 La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

Article 20 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres

20.1. A moins que le RPAO n'en dispose autrement, et en cas de fournitures complexes, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieu et date

indiqués dans le RPAO. 20.2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

20.3. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il est possible que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'article 19.4 ci-dessous.

20.4. Le procès-verbal de la réunion auquel est joint la feuille de présence, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'Article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.

20.5. Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

Article 21 : Cautionnement de soumission

21.1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira un cautionnement de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, qui fera partie intégrante de son offre.

21.2. Le cautionnement de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué. Le cautionnement de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 19.2 du RGAO.

Pour les prestations relevant des lettres commandes, les chèques certifiés et les chèques-banques sont admis au titre du cautionnement de soumission.

21.3. Toute offre non accompagnée d'un cautionnement de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme incomplète. Le Cautionnement de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établi au nom du mandataire soumettant l'offre.

21.4. Les offres des soumissionnaires non retenues (à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics) seront restituées dans un délai de quinze (15) jours ouvrables

dès publication des résultats de l'attribution. Les offres non retirées dans ce délai peuvent être détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

21.5. Les cautionnements de soumission des soumissionnaires non retenus sont restitués dès publication des résultats d'attribution.

21.6. Le cautionnement de soumission de l'attributaire du Marché sera libéré dès que ce dernier aura fourni le Cautionnement définitif requis.

21.7. Le cautionnement de soumission peut être saisi :

a. Si le soumissionnaire :

i. retire son offre durant la période de validité, où ;

ii. n'accepte pas la correction des erreurs en application de l'Article 31 du RGAO ; où

b. Si, le soumissionnaire retenu :

i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'Article 39du RGAO ;

ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'Article 40 du RGAO ;

iii. Refuse de recevoir notification du marché.

Article 22 : Forme, format et signature de l'offre

22.1. Pour la soumission hors ligne :

a. Le Soumissionnaire préparera dans chaque volume un original des documents constitutifs de l'offre décrit à l'Article 13 du RGAO, portant clairement l'indication “ORIGINAL” et des copies en nombre requis par le RPAO, portant l'indication “COPIE”. En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

b. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies y compris sous la forme scannée sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1(a) ou 6.2(c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

c. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission. 22.2. Pour la soumission en ligne :

a. L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC

concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.

- b. Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière. Toutefois, s'agissant des pièces administratives elles sont introduites dans COLEPS par les structures émettrices.
- c. Les formats de fichiers choisis pour le dépôt des offres via COLEPS doivent être des formats courants dont l'usage est répandu dans le secteur professionnel comprenant les opérateurs susceptibles d'être intéressés par la consultation, pour une meilleure exploitation.
- d. Les documents et pièces transmis dans la plateforme COLEPS sont revêtus d'une signature électronique à travers l'usage du certificat.

D. DEPOT DES OFFRES

Article 23 : Cachetage et marquage des offres

23.1. Les Soumissionnaires doivent placer l'original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le RPAO, dans une enveloppe portant la mention “DOSSIER ADMINISTRATIF”, l'original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention “PROPOSITION TECHNIQUE”, et l'original et toutes les copies de la Proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention “ PROPOSITION FINANCIERE ”

Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l'ordre du RPAO et séparées par un intercalaire de couleur.

23.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

- a. Seront adressées au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
- b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention “A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT”.

23.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des Articles 24 et 25 du RGAO.

23.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux Articles 22.1 et 22.2 susvisés, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématûrement.

23.5 Dans le cadre de la soumission en ligne, l'offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois fichiers électroniques correspondant aux trois volumes administratifs, technique et financier.

Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique, Offre Financière).

23.6- Parallèlement à l'envoi électronique, les soumissionnaires doivent faire parvenir à l'Autorité Contractante ou au MO/MOD dans les mêmes délais impartis, une copie de sauvegarde de leur offre sur support physique électronique (CD, DVD, Clé USB...). Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'Autorité Contractante ou le MO/MOD. Ce pli, fermé, doit porter la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, ainsi que les références de la consultation.

23.7 Les éléments constitutifs de l'Offre en ligne ou hors ligne du soumissionnaire doivent être les mêmes pour une consultation donnée.

23.8 Lorsque l'appel d'offres fait l'objet d'une ouverture en deux (02) temps, l'enveloppe contenant l'offre financière témoin, marquée comme telle, doit être paraphée par le Président de la commission et transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics séance tenante.

Article 24 : Date et heure limites de dépôt des offres

a. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégé par l'entremise de leur structure interne de gestion administrative des marchés publics à l'adresse spécifiée à l'article 22.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

b La date et l'heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d'horodatage. Seules la date et l'heure de COLEPS ou de tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage font foi.

c. Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est l'heure locale (GMT/UTC + 1). Cette heure est visible sur la page de soumission.

d. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégé peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégé et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

e Les offres transmises par voie électronique donnent lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception ainsi que les références de la consultation.

f. Trois modes de soumissions sont possibles :

- En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.

- Hors ligne (offline) : seules les soumissions hors ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.

- En ligne ou hors ligne (on/offline). Les deux modes de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner en ligne et hors ligne pour une même consultation.

Le mode de soumission retenu est précisé dans le RPAO.

NB : Au moment de la soumission en ligne, les plis des soumissionnaires sont automatiquement chiffrés ou cryptés c'est-à-dire que leur contenu est rendu illisible.

Article 25 : Offres hors délai

Quel que soit le mode de soumission toute offre parvenue hors délais dans les services du Maître d’Ouvrage ou du Maître d’Ouvrage Délégué après les date et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l’Article 24 du RGAO sera déclarée irrecevable par la commission de passation des marchés publics.

Article 26 : Modification, substitution et retrait des offres

Pour les soumissions hors ligne,

26.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposé, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué avant l’achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l’Article 21.2 du RGAO. La modification ou l’offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMplacement » ou « MODIFICATION ».

26.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l’offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l’Article 22 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie ou e-mail, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

26.3. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l’Article 26.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.

26.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l’intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l’expiration de la période de validité de l’offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation du cautionnement de soumission conformément aux dispositions de l’Article 20.6 du RGAO.

26.5 Pour les soumissions en ligne, plusieurs offres peuvent valablement être transmises par un même soumissionnaire avant la date et l’heure limite de réception des offres. Dans ce cas, seule la dernière arrivée et sa copie de sauvegarde correspondante le cas échéant, sera prise en compte lors de l’évaluation, les autres copies de sauvegarde éventuelles devant être retournées sans être ouvertes.

26.6 La modification, le remplacement ou le retrait de la copie de sauvegarde se fait conformément aux dispositions de l’article 26 alinéas 1 à 4.

E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

Article 27 : Ouverture des plis et recours

27.1 Préalablement à l'ouverture des plis, les offres déposées par voie électronique sont déchiffrées par l'autorité contractante. Le déchiffrement consiste à rendre les offres lisibles et accessibles uniquement pour la Commission de passation des Marchés.

27.2. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps, y compris pour les fournitures et services quantifiables de grande importance ou complexes ayant fait l'objet d'une procédure de pré-qualification.

Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre ou la copie de sauvegarde correspondante sera retournée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement ou la copie de sauvegarde » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente qui sera retournée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres ou les copies de sauvegarde qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées

27.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que la commission de passation des marchés compétente peut juger utile de mentionner. Tous les rabais et variantes de l'offre annoncés lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

27.4. Etant donné qu'une offre ou une copie de sauvegarde qui n'a pas été ouverte et lue à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, ne peut pas être soumise à évaluation, la commission s'assurera systématiquement que toutes les offres reçues ont bel et bien été examinées.

27.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse le cas échéant. Toutefois les informations relatives à ladite composition demeurent internes à la commission. Un extrait du procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence signée par tous les participants est remis à chaque soumissionnaire à sa demande. Enfin seules

les offres financières des soumissionnaires ayant atteint la note technique minimale requise sont ouvertes en présence des soumissionnaires concernés

27.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la commission de passation des marchés met à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics un exemplaire de l'offre de chaque soumissionnaire paraphé par ses soins.

27.7. En cas de recours, le soumissionnaire doit adresser sa requête au Comité d'examen des recours avec copie au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué le cas échéant, au président de la commission de passation des marchés concerné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre dûment signée par le requérant.

Ce recours qui ne peut porter que sur le déroulement de cette étape, notamment le respect des procédures et la régularité des pièces vérifiées, n'est pas suspensif.

Le cas échéant, l'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet du registre de recours qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

27.8. L'ouverture des plis transmis par voie électronique et ceux présentés sur support papier se fait au cours de la même séance. L'ouverture et l'examen des offres transmises par voie électronique sont soumis aux règles applicables au traitement des offres physiques.

Article 28 : Caractère confidentiel de la procédure

28.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.

28.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres, la Commission de Passation des Marchés dans la proposition d'attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

28.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 28.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 29 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué

29.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, sur proposition de la sous-commission d'analyse, demander aux soumissionnaires, aux administrations ou organismes compétents de donner des éclaircissements sur les offres.

29.2 La demande d'éclaircissements et la réponse sont formulées par écrit ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage dans le DAO, avec copie à l'organisme en charge de la régulation, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission en vue de la rendre plus compétitive n'est recherché, offert ou autorisé. La demande d'éclaircissement doit avoir pour but notamment de retrouver une information contenue dans l'offre ,de vérifier l'exactitude des informations fournies par un candidat, le cas échéant, auprès des administrations émettrices, de demander à un soumissionnaire de confirmer la correction d'erreur de calcul ou d'omission découverte, d'apporter des précisions sur les aspects techniques non compris par la sous-commission d'analyse ou sur le contenu du sous-détail des prix, ou , de justifier les prix des offres jugées anormalement basses.

29.3. Le délai de réponse accordé aux demandes d'éclaircissement ne saurait excéder sept (07) jours ouvrables.

29.4. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission de Passation des Marchés et de la sous-commission d'analyse pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 30 : Détermination de la conformité des offres

30.1. La Sous-commission d'analyse au préalable procèdera à la vérification de l'éligibilité des soumissionnaires et à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

30.2. La Sous-commission d'analyse déterminera ensuite si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques. A ce titre, la Sous-commission d'Analyse :

- examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle ;

- évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 12.1.b du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

30.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :

- i. limite de manière substantielle la portée ou l'étendue, la qualité ou les performances des fournitures et services connexes spécifiées dans le marché ;
- ii. limite de manière substantielle, en contradiction au Dossier d'Appel d'Offres, les droits du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou ses obligations au titre du Marché ;
- iii. est telle que son acceptation ou sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

30.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

30.5. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 31 : Critères d'évaluation et de qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'appel d'offres, satisfait aux critères d'évaluation et de qualification stipulés dans le RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la fixation de ces critères.

Article 32 : Correction des erreurs

32.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous- commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
- c. S'il y a contradiction entre le prix unitaire indiqué en lettres et en chiffres, c'est le montant en lettre qui fait foi.

32.2. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa caution de soumission saisie.

Article 33 : Conversion en une seule monnaie

33.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.

33.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

Article 34 : Comparaison des offres

34.1. La Sous-commission d'Analyse comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante.

34.2. Si l'offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la sous-commission peut à partir du sous-détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé.

34.3 Sur proposition de la sous-commission d'analyse, le Président de la Commission de Passation de marchés peut demander aux soumissionnaires ou aux administrations et organismes compétents des éclaircissements sur les offres.

34.4 Dans le cas où une offre est jugée anormalement basse, la Commission de Passation des Marchés propose au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, de demander des justificatifs au soumissionnaire concerné.

Au cas où les justificatifs sont jugés inacceptables, ils sont transmis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, pour avis, en même temps que la demande d'éclaircissement.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué tient compte de l'avis de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics pour se prononcer.

Article 35 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

35.1 Lors de la passation d'un marché dans le cadre d'une consultation internationale, une marge de préférence est accordée, à offres équivalentes et dans l'ordre de priorité, aux soumissions présentées par :

- a) Une personne physique de nationalité camerounaise ou une personne morale de droit camerounais ;
- b) Une entreprise dont le capital est intégralement ou majoritairement détenu par des personnes de nationalité camerounaise ;
- c) Une personne physique ou une personne morale justifiant d'une activité économique sur le territoire du

Cameroun ;

d) Un groupement d'entreprises associant des entreprises camerounaises.

35.2 Les offres sont considérées équivalentes lorsqu'elles ont rempli les conditions techniques requises.

35.3 Pour les marchés de travaux, la marge de préférence nationale est de dix pour cent (10%).

35.4 La préférence nationale ne peut être appliquée que lorsque le dossier d'appel d'offres le prévoit.

F. ATTRIBUTION DU MARCHE

Article 36 : Attribution

36.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, (disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante) et dont l'offre a été évaluée la moins disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

36.2. Si l'Appel d'Offres porte sur plusieurs lots, l'attribution se fera selon les prescriptions du RPAO.

36.3-Dans tous les cas, toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature

Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le MO dans le DAO

Article 37 : Droit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

37.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler un Appel d'Offres ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Toutefois, lorsque les offres ont déjà été ouvertes, l'annulation est subordonnée à l'accord de l'Autorité chargée des Marchés Publics.

37.2 Le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué notifie la décision d'annulation ou celle déclarant l'appel d'offres infructueux, au Président de la Commission de Passation des Marchés, avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

37.3 En cas d'allotissement, les dispositions prévues aux alinéas ci-dessus sont applicables à chacun des lots.

Article 38 : Notification de l'attribution du marché

38.1 Toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de montant et de délai d'exécution, dans le journal des marchés publics de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS.

38.2 Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifiera à l'attributaire du marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué paiera au cocontractant de l'administration au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

Article 39 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

39.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature de la décision d'attribution et la publication des résultats à compter de la date de réception de la proposition d'attribution finale de la Commission des Marchés compétente, sauf en cas de suspension de la procédure.

39.2 Dès publication des résultats p o r t a n t attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adresse à chaque soumissionnaire qui en fait la demande, un extrait du rapport d'analyse le concernant.

39.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics si celle-ci n'a pas été collectée séance tenante. Cette information doit être contenue dans la décision d'attribution

39.4. En cas de recours, il doit être adressé, au Comité chargé de l'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, au Président de la Commission de passation des marchés concernée, à l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics, et à l'Autorité chargée des marchés publics.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

39.5 Ce recours peut donner lieu à la suspension de la procédure à l'appréciation de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 40 : Signature du marché

40.1. Après publication des résultats, le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué dispose d’un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature du marché à compter de la date de souscription du projet de marché par l’attributaire.

40.2. Préalablement à la signature du marché dans les conditions visées à l’alinéa ci-dessus, le projet de marché de gré à gré souscrit par l’attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés compétente pour examen et avis.

40.3. Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué notifie le marché à son titulaire dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la date de sa signature.

40.4. L’attributaire du marché dispose d’un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de publication des résultats pour souscrire le marché ou la lettre-commande. Passé ce délai, le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué se réserve le droit d’annuler la décision d’attribution après mise en demeure de l’attributaire restée sans suite. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

Article 41 : Cautionnement définitif

41.1. Dans les vingt (20) jours calendaires suivant la notification du marché par le Maître d’Ouvrage ou Maître d’Ouvrage Délégué, le cocontractant fournira au Maître d’Ouvrage ou au Maître d’Ouvrage Délégué un cautionnement garantissant l’exécution intégrale des travaux, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d’Appel d’Offres.

41.2. Le cautionnement définitif dont le taux varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants, peut être remplacé par la garantie d’une caution d’un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d’ouvrage ou du Maître d’Ouvrage Délégué ou par une caution personnelle et solidaire.

41.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d’un établissement bancaire ou d’un organisme financier agréé, conformément aux textes en vigueur.

41.4. L’absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi par le Maître d’ouvrage.

PIECE N° 03
REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

Clauses du RGAO	DONNEES PARTICULIERES
A Généralités	
1.1	<p>Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage Référence de l'appel d'offres :</p> <p style="text-align: center;">Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°004/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2025 du 03 avril 2025 pour l'acquisition et installation d'un groupe électrogène à l'École Nationale Supérieure des Travaux Publics de Yaoundé</p> <p>Définition des prestations Les prestations consistent à l'acquisition et installation d'un groupe électrogène à L'ENSTP de Yaoundé.</p> <p>NB : Les informations sur les prestations à exécuter sont détaillées dans le bordereau des prix unitaires, le détail quantitatif et estimatif et le Cahier de spécifications Techniques descriptives (fournitures) ou la consistance des prestations (services quantifiables)</p> <p>La consistance des prestations comprend la fourniture et installation d'un groupe électrogène.</p> <p style="text-align: center;">FINANCEMENT : BIP MINTP, EXERCICE 2025</p> <p style="text-align: center;">IMPUTATION :22 40 40</p>
1.2.	Délai de livraison : La durée maximale de livraison des prestations est de trois (03) mois.
1.4	Acquisition et installation d'un groupe électrogène La prestation sera exécuté en une seule phase
2.1.	Source de financement : Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financés par le BUDGET d'INVESTISSEMENT PUBLIC MINTP, exercice 2025.
3.1.	Critères de provenance des fournitures : les matériaux, matériels et fournitures d'équipements et services seront conformes aux exigences techniques en vigueur au Cameroun.
6.2	En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces « L'attestation de domiciliation bancaire (sauf cas de co-traitance conjointe), La quittance d'achat du DAO et le cautionnement de soumission » prévues au point 12 du RPAO étant uniquement présentés par le mandataire du groupement.
	B- DOSSIER D'APPEL D'OFFRES
9	Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables Secrétariat du Maître d'ouvrage à l'ENSTP de Yaoundé, BP 510 Yaoundé, Téléphone 222 23 09 44, Fax 222 22 18 16 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontrats.cm ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.
	C- PREPARATION DES OFFRES
12	La langue de soumission est le français ou l'anglais.
13	Le soumissionnaire devra produire une offre regroupée en trois volumes et présentée comme suit : (Pour la soumission en ligne, le candidat devra produire sous pli scellé une clé USB ou CD/DVD contenant la copie de sauvegarde des trois volumes ci-après :)

Le soumissionnaire devra produire une offre regroupée en trois volumes et présentée comme suit :

I. Volume 1. : Dossier administratif

Le dossier administratif contiendra les pièces suivantes :

- 1) Déclaration timbrée indiquant l'intention de soumissionner et faisant connaître ses noms, prénoms, qualité, domicile, nationalité et les pouvoirs qui lui sont délégués puis, s'il s'agit d'une Société, la raison et l'adresse du siège social (suivant le modèle joint) ;
- 2) Accord de groupement le cas échéant ;
- 3) Pouvoir de signature le cas échéant ;
- 4) Attestation de non faillite timbrée ;
- 5) Attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des finances et la COBAC ;
- 6) Quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres ;
- 7) Caution de soumission (suivant le modèle joint) d'une durée de validité de 120 jours à compter de la date d'ouverture des offres et dont le montant est de : **1 000.000 (Un million) Francs CFA**
- 8) Attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et faisant référence au marché ;
- 9) Attestation pour soumission de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse ;
- 10) Registre de commerce indiquant l'activité principale du soumissionnaire ;
- 11) Attestation de conformité fiscale timbrée ;
- 12) Plan de localisation timbré ;
- 13) Attestation d'immatriculation timbrée ;

En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces 2) ,3) ,5) et 7)) étant uniquement présentées par le mandataire du groupement.

N.B : Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres.

II. Volume 2. : Dossier technique

Elle comprend notamment :

- Le Descriptif Technique, paraphé et cacheté à chaque page, daté signé à la dernière et suivi de la mention lu et approuvé ;

- Une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus techniques ;
- Références du soumissionnaire (la preuve d'avoir déjà exécuté au moins un (01) marchés similaires au cours des cinq (05) dernières années avec les montants desdits marchés et les coordonnées des responsables des projets ou des Maîtres d'Ouvrage ainsi que les documents (copie de marchés ou de lettre commande, bordereau de livraison signés par le Maître d'Ouvrage, PV de réception) certifiant la bonne exécution de ces marchés) ;
- La conformité des spécifications techniques ;
- Qualifications et compétences du personnel d'encadrement de l'Entreprise (CV signé et daté, copie certifiée conforme du diplôme ou attestation de réussite, attestation de disponibilité) ;
- Les Moyens matériels ;
- Organisation et compréhension du projet ;
- Les délais de garantie ;
- Planning et délai de livraison maximum :

La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur proposition technique comprend :

- ✓ Les prospectus, catalogues ou dessins à préciser (seuls les documents produits par les fabricants feront foi pour les équipements) ;
- ✓ Un justificatif de service après-vente, le cas échéant ;
- ✓ Le calendrier, le planning et le délai de livraison des fournitures et exécution des travaux d'installation ;
- ✓ Le certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement le cas échéant

NB : Le non-respect d'au moins 80 % des critères essentiels entraîne l'élimination du Soumissionnaire.

III. Volume 3 : Offre financière

La proposition financière contiendra les pièces suivantes :

- i) La soumission timbrée, datée et signée, conforme au modèle joint, arrêtant l'offre financière en FCFA TTC et donnant également la décomposition entre d'une part le montant hors taxes de l'offre et d'autre part les taxes (comprenant la TVA) ;
- ii) Le bordereau des prix, paraphé à chaque page, daté et signé ;
- iii) Le détail estimatif et quantitatif dûment rempli, daté et signé ;
- iv) Le sous détail des prix du bordereau établi de la manière la plus détaillée possible.

Par ailleurs les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans dossier d'appel d'offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de caution de soumission.

NB : Les différentes parties d'un même dossier doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.

Ces offres devront être déposées au plus tard le **30 avril 2025 à 12 heures, heure au**

	secrétariat du Maître d'Ouvrage, à l'ENSTP de Yaoundé, La Commission Interne de Passation procédera à l'ouverture des plis le même jour au plus tard à 13 heures.
14.1	<p>La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ; - des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ; - des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché : <ul style="list-style-type: none"> * des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ; * des droits et taxes communaux, * des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau. <p>Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes. Le prix TTC s'entend TVA incluse.</p>
14.2	<p>Les prix du marché</p> <p>Les prix des bordereaux des offres sont réputés fermes et non révisables.</p>
14.3	<p>Monnaie du Pays du Maître d'ouvrage :</p> <p>Les prix sont libellés en francs CFA (FCFA) hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).</p>
	Préparation des offres
21.1	<p>Période de validité des offres :</p> <p>Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres. Toute modification apportée aux offres ou tout retrait ou demande d'annulation d'offres, durant cette période, entraînera l'élimination du soumissionnaire concerné et la saisie de sa caution de soumission.</p> <p>Au besoin, l'Autorité Contractante, pourra demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leurs offres pour une période donnée, ceci avant l'expiration de la période initiale de validité des offres. Sa demande et les réponses qui y seront faites devront être données par lettre, télex ou fac-similé. Le soumissionnaire pourra refuser de se conformer à une telle demande sans perdre son cautionnement provisoire.</p>
21.2	<p>Montant de la caution de soumission :</p> <p>Un cautionnement provisoire d'un montant égal à Un million (1 000 000) de francs CFA, devra être mis en place à compter de la date fixée pour la remise des offres. Le cautionnement provisoire, joint à cette dernière, restera valide pendant trente (30) jours suivant l'expiration de la période de validité des offres.</p> <p>Le cautionnement provisoire sera effectué au choix du soumissionnaire auprès d'un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances. Les cautionnements provisoires accompagnant les offres qui n'ont pas été retenues pourront être retirés ou libérés dès adjudication et au plus tard quinze (15) jours après l'expiration du délai de validité des offres.</p> <p>Le cautionnement provisoire de l'attributaire du Marché sera libéré lorsque celui-ci aura signé le Marché et constitué la garantie de bonne fin requise (cautionnement définitif).</p> <p>Le cautionnement provisoire pourra être saisi si un soumissionnaire retire son offre au cours du délai de validité des offres ; ou bien si l'attributaire du marché ne signe pas le marché et ne présente pas le cautionnement définitif (garantie de bonne fin) requis dans le</p>

	délai fixé.
	Dépôt des offres
22	<p style="text-align: center;">Mode de soumission</p> <p>Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne</p> <p style="text-align: center;">Soumission en ligne</p>
	<p>Pour la soumission par voie électronique, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 MO pour l'Offre Administrative ; - 15 MO pour l'Offre Technique ; - 5 MO pour l'Offre Financière. <p>Les formats acceptés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Format PDF pour les documents textuels ; - JPEG pour les images. <p>Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.</p> <p>L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS.</p> <p>Aux fins de la remise des offres, l'adresse du Maître d'Ouvrage à utiliser pour l'envoi des offres est la suivante : Secrétariat du Maître d'ouvrage à l'ENSTP de Yaoundé, BP 510 Yaoundé, Téléphone 222 23 09 44, Fax 222 22 18 16.</p> <p>Pour la soumission par voie électronique, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concernée sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.</p> <p><i>Pour la soumission en ligne, elles seront transmises par voie électronique via la plateforme COLEPS disponible à l'adresse http://www.marchespublics.cm ou http://www.publiccontracts.cm</i></p>
	Ouverture des plis et évaluation des offres
27	<p>L'ouverture des plis se fera en un temps, le 30 Avril 2025, à 13 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de l'ENSTP dans la salle de lecture de la bibliothèque de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics de Yaoundé.</p> <p>Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.</p> <p>Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.</p> <p>En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question. Est déclarée irrecevable et rejetée par la Commission de Passation des Marchés :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Toute offre produite en nombre insuffisant ou uniquement en copies pour la soumission physique, • Toute offre en noir sur blanc pour la soumission en ligne ; • - les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires, • les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt. • les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ; • les plis non-conformes au mode de soumission ; • Toute offre non conforme aux prescriptions du DAO, • <i>L'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.</i> Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. ; • En cas d'appel d'offres restreint, le défaut de présentation du septième exemplaire de l'offre financière, dans une enveloppe scellée et marquée « offre témoin » pour servir d'offre témoin destiné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés • La Commission Interne de Passation des Marchés établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, dont une copie sera remise à tous les soumissionnaires
31	<p>Les principaux critères de qualification (critères essentiels)</p> <p>critères éliminatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Absence et/ou la non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ; – Non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (hormis la caution de soumission) ; – Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou des pièce falsifiée ; – Omission dans le bordereau des prix d'un prix unitaire quantifié ; – Absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ; – Absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par un distributeur agréé par le fabricant accompagné de l'agrément dudit distributeur ; – Non satisfaction de 80% des critères essentiels. <p>Les critères essentiels seront évalués de manière binaire (satisfaction ou non) ; ainsi, plusieurs sous critères tirés des rubriques ci-dessous du dossier de soumission seront retenus pour l'évaluation de l'offre technique :</p> <ol style="list-style-type: none"> i) Présentation de l'offre ; ii) Références dans les prestations similaires ; iii) Conformités des spécifications techniques ;

	<p>iv) Délai de garantie ;</p> <p>v) Planning et délai de livraison ;</p> <p>Le non-respect de 80% des critères ci-dessus entraînera l'élimination de l'offre.</p>
31.1	La monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie est : le Franc CFA
31.2	La source du taux de change est la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC),
Attribution du marché	
36.1	Le marché sera attribué au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante ou la mieux-disante le cas échéant après application des remises proposées le cas échéant.
36.2	Au cas où un soumissionnaire serait proposé attributaire de plusieurs lots, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué tiendra compte des rabais proposés et se basera sur la combinaison qui lui est la plus avantageuse économiquement afin d'arrêter la liste d'attributaires par lots.
Cautionnement définitif	
39	Le taux du cautionnement définitif est de 5% du montant toutes taxes comprises du marché. Dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché par le Maître d'ouvrage, le cocontractant fournira un cautionnement définitif suivant le modèle joint au Dossier d'appel d'offres.
40	<p>Principes Ethiques</p> <p>Les Présidents et Membres de commission, les Soumissionnaires et les autres intervenants de la procédure doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils doivent notamment s'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe, les expressions ci-dessus sont définies de la façon suivante</p> <p>(i) Est coupable de “corruption” quiconque offre, donne, sollicite ou accepte directement ou indirectement un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande, et</p> <p>(ii) Est coupable de « corruption » quiconque fournit, sollicite ou accepte plusieurs offres émises par le même soumissionnaire sous des noms des sociétés</p>

	<p>différentes et/ou sur des numéros d'enregistrement différents.</p> <p>(iii) Se livre à des "mancœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué. Les "Mancœuvres frauduleuses" comprennent notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des cotations à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué des avantages de cette dernière</p>
--	---

GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES ENTREPRISE :

N°	Rubrique	Oui	Non	Observations
I- PRESENTATION DE L'OFFRES (03 rubriques)				
01	Présence du sommaire			
02	Présence d'intercalaires de couleur autre que le blanc			
03	Lisibilité des documents			
II- REFERENCES (02 rubriques)				
04	Chiffre d'affaires supérieur ou égale à 80 millions			
05	Référence globale dans le domaine similaire au cours des cinq (05) dernières années (2020, 2021, 2022, 2023, 2024). (Au moins trois (03) marché ou lettre commande de coût cumulé de plus de quatre-vingt (80) millions, Oui si justification (1 ^{ère} et dernière page du marché + PV de réception) au cours des cinq (05) dernières années			
III- CONFORMITE AUX SPECIFICATIONS TECHNIQUES (01 rubrique)				
06	Groupe électrogène insonorisé Oui , si caractéristiques du prospectus conformes.			
IV- PERSONNEL D'ENCADREUR (15 rubrique)				
Conducteur des travaux				
07	Copie certifiée conforme du diplôme d'Ingénieur des Travaux du Génie électrique, datant de moins de trois mois			
08	CV signé et daté.			
09	Attestation de disponibilité signée, datée et faisant référence au présent appel d'offres			
10	Expérience professionnelle supérieure ou égale à cinq (05) ans			
11	Attestation d'inscription à l'ONIGE			
12	Expérience spécifique : avoir été conducteur des travaux de construction ou de réhabilitation de bâtiment			
Chef de chantier				
13	Copie certifiée conforme du diplôme de technicien du Génie Civil ou du Génie Rural au moins, et datant de moins de trois (03) mois			
14	Attestation de disponibilité signée, datée et faisant référence au présent appel d'offres			
15	CV signé et daté.			
16	Expérience professionnelle supérieure ou égale à cinq (05) ans.			
17	Expérience spécifique : avoir été chef de chantier dans les travaux de réhabilitation de bâtiment			
Chef d'équipe				
18	Copie certifiée conforme du diplôme d'un Technicien en génie électrique, datant de moins de trois mois			
19	CV signé et daté.			
20	Expérience professionnelle supérieure ou égale à cinq (05) ans.			
21	Expérience spécifique : avoir été chef d'équipe dans les travaux de construction ou de réhabilitation de bâtiment			

V- MATERIEL (03 rubriques)			
22	01 Pick-up de liaison : Oui si présence de la copie certifiée de la carte grise d'au moins une Pick-up de liaison signée par les services compétents du ministère des Transports		
23	01 Vibreur : Oui si facture certifiée conforme fournie		
24	Petit outillage divers. Oui si preuve (factures certifiées conformes) de la possession du petit matériel approprié à ce type de chantier (casque, chaussures de sécurité, gants, tenue de chantier, matériel de maçonnerie, de plomberie et d'électricité).		
VI- ORGANISATION ET COMPREHENSION DU PROJET (03 rubriques)			
25	Rapport de visite du site signé par le soumissionnaire.		
26	Délai d'exécution des travaux. Oui si délai d'exécution du planning d'exécution est inférieur ou égal aux prescriptions du DAO		
27	Cohérence de l'ordonnancement des tâches du planning d'exécution. Oui si cohérence		
VII- DELAI DE GARANTIE (1 rubrique)			
28	Délai de garantie supérieur ou égal à douze (12) mois : oui si production d'une attestation de garantie d'au moins un (01) an		
VIII- PLANNING ET DELAI DE LIVRAISON MAXIMUM (2 rubriques)			
29	Planning détaillé et précis		
30	Délai de livraison inférieur ou égal à trois (03) mois oui si production d'un planning de livraison du matériel en trois (03) mois au plus		
	NOMBRE TOTAL DE RUBRIQUES	30	
	NOMBRES DES RUBRIQUES EXIGEES	24	
	NOMBRE TOTAL DES RUBRIQUES RESPECTEES PAR LE SOUMISSIONNAIRE		
CONCLUSION			
	Le soumissionnaire a respecté tous les critères techniques éliminatoires et a obtenu au moins 80 % des critères essentiels exigés (au moins 24 oui).	OUI	NON

Qualification technique si 24 « oui » au moins

PIECE N°04
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)

SOMMAIRE

A - GENERALITES 56

ARTICLE 1 : Objet du marché.....	56
ARTICLE 2 : Procédure de passation du marché	56
ARTICLE 3 : Définition et attributions (CCAG Article 2 complété)	56
ARTICLE 4 : Langue, loi et réglementation applicables	56
ARTICLE 5 : Pièces constitutives du marché (CCAG Article 4)	56
ARTICLE 6 : Textes généraux applicables	57
ARTICLE 7 : Communication (CCAG Article 6 et 10 complétés)	58
ARTICLE 8 : Ordres de service (CCAG Article 8)	58
ARTICLE 9 : Matériel et personnel du fournisseur (CCAG Article 15 complété)	59

B - CLAUSES FINANCIERES 59

ARTICLE 10 : Garanties et cautions (CCAG articles 29 et 41)	59
ARTICLE 11 : Montant du marché (CCAG Articles 18 et 19 complétés)	59
ARTICLE 12 : Lieu et mode de paiement	60
ARTICLE 13 : Variation des prix (CCAG Article 20)	60
ARTICLE 14 : Formules de révision des prix (CCAG article 21)	60
ARTICLE 15 : Formules d'actualisation des prix (CCAG article 21)	60
ARTICLE 16 : Avances (CCAG Article 21)	60
ARTICLE 17 : Paiement (CCAG article 19 complété)	61
ARTICLE 18 : Intérêts moratoires (CCAG Article 20)	61
ARTICLE 19 : Pénalités de retard (CCAG Article 32 complété)	61
ARTICLE 20 : Régime fiscal et douanier (CCAG Article 10)	62
ARTICLE 21 : Timbres et enregistrement des marchés (CCAG Article 11)	63

C - EXECUTION DES PRESTATIONS 63

ARTICLE 22 : Consistance des prestations	63
ARTICLE 23 : Brevet (CCAG complété)	63
ARTICLE 24 : Lieu et délai de livraison (CCAG Article 31 et 33.1)	63
ARTICLE 25 : Rôles et responsabilités du fournisseur (CCAG Article 40)	63
ARTICLE 26 : Transport et assurances (CCAG article 31)	63
ARTICLE 27 : Essais et services connexes (CCAG article 28)	64

ARTICLE 28 : Service après-vente et consommables (CCAG article 14)	64
D - DE LA RECEPTION	65
ARTICLE 29 : Documents à fournir avant la réception technique (CCAG article 41 complété)	65
ARTICLE 30 : Réception provisoire (CCAG Article 40 et 41)	65
ARTICLE 31 : Documents à fournir après réception provisoire (CCAG Article 40 complété)	66
ARTICLE 32 : Délai de garantie (CCAG Article 40 complété)	66
ARTICLE 33 : Réception définitive (CCAG Article 48)	66
E - DISPOSITIONS DIVERSES	66
ARTICLE 34 : Résiliation du marché (CCAG Article 57)	66
ARTICLE 35 : Cas de force majeure (CCAG article 56)	67
ARTICLE 36 : Différends et litiges (CCAG article 79)	67
ARTICLE 37 : Droit Applicable	67
ARTICLE 38 : Notifications	67
ARTICLE 39 : Edition et diffusion du présent marché (CCAG complété)	67
ARTICLE 40 : Et dernier Entrée en vigueur du marché (CCAG complété)	67

A - GENERALITES

ARTICLE 1 : Objet du marché

Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP), lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour la sélection d'une entreprise devant fournir et installer du un groupe électrogène **à l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics de Yaoundé.**

ARTICLE 2 : Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé après Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence **Ouvert N°004/ AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2025 DU 03 Avril 2025.**

ARTICLE 3 : Définition et attributions (CCAG Article 2 complété)

3.1. Définitions générales

- L'Autorité Contractante (AC), signataire du marché est le Directeur de l'ENSTP. A ce titre, il est signataire du marché et en assure le bon fonctionnement. Il assure également le contrôle de l'effectivité de l'exécution des prestations du cocontractant à travers le Chef de Département de Génie Rural de l'ENSTP ;
- le Maître d'Ouvrage est : le Directeur de l'ENSTP ; Il veille à la conservation des originaux des documents des marchés et à la transmission des copies à l'ARMP par le point focal désigné à cet effet.
- Le Chef de service du marché est : le Responsable des Infrastructures et des Marchés de l'ENSTP, ci-après désigné le Chef de service ; Il veille au respect des Clauses Administratives, financières et des délais contractuels.
- L'Ingénieur du marché est : le Chef de Département de Génie Rural de l'ENSTP, Il veille au respect des Clauses Techniques.
- L'entrepreneur est l'adjudicataire du présent Appel d'Offres.

3.2. Nantissement

- L'autorité chargée de l'ordonnancement est : le Directeur de l'ENSTP
- L'autorité chargée de la liquidation des dépenses est : le Directeur de l'ENSTP
- L'autorité chargée de la vérification de conformité et la régularité des pièces est le contrôleur financier spécialisé auprès de l'ENSTP
- Le responsable chargée du paiement est : l'Agent comptable de l'ENSTP
- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est : le responsable de la Cellules des Infrastructures et des Marchés de l'ENSTP.

ARTICLE 4 : Langue, loi et réglementation applicables

- a. La langue applicable est le français ou l'anglais.
- b. L'entrepreneur s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

ARTICLE 5 : Pièces constitutives du marché (CCAG Article 4)

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

1. La lettre de soumission ou l'acte d'engagement ;
2. La soumission de l'entrepreneur et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et au Cahier des Spécifications Techniques Particulières (CCTP) ci-dessous visés ;
3. Le CCAP ;
4. Le CSTP ;
5. Les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires (BPU) ; l'état des prix forfaitaires ; le détail ou le devis estimatif ; la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous-détail des prix unitaires ;
6. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics des travaux mis en vigueur par l'arrêté n°033/CAB/PM du 13 février 2007 ;
7. Le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

ARTICLE 6 : Textes généraux applicables

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. La loi n°2000/09 du 13 juillet 2000 fixant l'organisation et les modalités de l'exercice de la profession d'Ingénieur de Génie Civil ;
2. La loi n°2000/014 du 19 décembre 2000 fixant l'organisation et les modalités de l'exercice de la profession d'Ingénieur de Génie électrique ;
3. **La Loi n° 2024/013 du 23 décembre 2024 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'Exercice 2025 ;**
4. La loi cadre N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi cadre relative à la gestion de l'environnement ;
5. La loi N°96/07 du 8 Avril 1996 portant protection du patrimoine routier national ;
6. La loi n°92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail ;
7. la loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques;
8. Le décret 2018/461 du 07 août 2018 portant organisation du Ministère des Travaux Publics;
9. Le décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
10. Le Décret n° 2008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la République du Cameroun ;
11. Le décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et mis en application par la Circulaire n°0005/LC/MINMAP/CAB du 03 juillet 2018 ;
12. Le Décret n°2019/002 du 04 janvier 2019 portant réaménagement du Gouvernement;
13. Le décret n°2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics et ses modifications subséquentes;
14. Le décret n°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
15. L'arrêté n°033/CAB/PM du 13 Février 2007 mettant en vigueur les Cahiers des Clauses Administratives Générales, applicable aux marchés publics ;

16. la Lettre Circulaire n° 005/LC/MINMAP/CAB du 03/07/2018 précisant les mesures transitoires à observer suite à la signature et à la publication du Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
17. La Circulaire n° 00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du code des Marchés Publics ;
18. La circulaire N°00013995/C/MINFI du 31 décembre 2024 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat, des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2025 ;
19. Les normes applicables pour les fournitures et pour les travaux pour réseaux électriques moyenne et basse tensions ainsi que les postes de transformation MT/BT en République du Cameroun ou les normes de l'Organisation Internationale de Normalisation, ISO ou toutes autres normes agréées par le Maître d'ouvrage
20. Les normes en vigueur en République du Cameroun.

ARTICLE 7 : Communication (CCAG Article 6 et 10 complétés)

Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent marché devront être faites aux adresses suivantes :

- a) Dans le cas où le fournisseur est le destinataire : passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au chef de service son domicile, et dès achèvement des prestations, les correspondances seront valablement adressées à la mairie de Yaoundé 6^edont relèvent les prestations.
- b) Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire :

Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics, avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service et à l'ingénieur.

- c) Dans le cas où l'Autorité Contractante (AC) en est le destinataire : Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics avec copie adressée dans les mêmes délais, au Maître d'Ouvrage, au Chef service et à l'Ingénieur le cas échéant.

S'agissant des correspondances adressées aux autres intervenants par le Cocontractant, une copie sera transmise dans les mêmes délais à l'AC.

ARTICLE 8 : Ordres de service (CCAG Article 8)

Les différents ordres de services seront établis et notifiés ainsi qu'il :

- 8.1.** L'ordre de service de commencer la livraison de la prestation est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié au Cocontractant par le Chef Service avec copies à l'Ingénieur.
- 8.2.** Sur proposition du Chef de Service, les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés par le maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service au Cocontractant avec copie à l'Ingénieur du marché.
- 8.3.** Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le chef de service et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur avec copie à l'Autorité Contractante.
- 8.4.** Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service, avec copie au Maître d'Ouvrage et à l'Ingénieur.

8.5 Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par le Chef de Service après avis de l'Ingénieur et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur.

8.6 *S'agissant* des ordres de service signés par le Maître d'Ouvrage, la notification doit être faite dans un **délai maximum de 30 jours** à compter de la date de signature.

Le fournisseur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

ARTICLE 9 : Matériel et personnel du fournisseur (CCAG Article 15 complété)

Le présent Appel d'offres n'exige pas de Matériel au fournisseur.

B - CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 10 : Garanties et cautions (CCAG articles 29 et 41)

10.1. Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à 5% du montant TTC du marché et devra être versé par le Cocontractant dans un délai de vingt (20) jours après la notification du marché.

Cette caution devra être délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministre chargé des Finances de la République du Cameroun.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des prestations, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du fournisseur.

10.2. La retenue de garantie.

La retenue de garantie est fixée à 10% du montant TTC des ouvrages du marché concerné.

Cette caution devra être délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministre chargé des Finances de la République du Cameroun.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du fournisseur.

10.3. Cautionnement d'avance de démarrage

Dans le cadre du présent marché, le Maître d'Ouvrage n'accordera pas d'avance de démarrage au potentiel fournisseur.

ARTICLE 11 : Montant du marché (CCAG Articles 18 et 19 complétés)

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du détail estimatif ci-joint est de _____ (en chiffres) _____ (en lettres) francs CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

- Montant HTVA : _____ (_____) francs CFA
- Montant de la TVA : _____ (_____) francs CFA

Le montant du marché calculé dans les conditions prévues à l'article 19 du CCAG, résulte de l'application au montant hors TVA, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et du rabais éventuellement consenti par l'entrepreneur.

ARTICLE 12 : Lieu et mode de paiement

12.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur, dans les conditions indiquées dans le marché, l’Entrepreneur s’engage par les présentes à exécuter le marché conformément aux dispositions du marché.

12.2. Le Maître d’Ouvrage se libérera des sommes dues de la manière suivante :

a). Pour les règlements en francs CFA, soit (montant en chiffres et en lettres HTVA), par crédit au compte n° _____ ouvert au nom de l’entrepreneur à la banque _____

b) Pour les règlements en devises, soit (montant en chiffres et en lettres HTVA), par crédit au compte n° _____ ouvert au nom de l’entrepreneur à la banque _____.

ARTICLE 13 : Variation des prix (CCAG Article 20)

Les prix sont fermes et non révisable.

ARTICLE 14 : Formules de révision des prix (CCAG article 21)

Les prix sont fermes et non applicable.

ARTICLE 15 : Formules d’actualisation des prix (CCAG article 21)

Les prix du bordereau des prix unitaires ne sont pas actualisables.

ARTICLE 16 : Travaux en régie

16.1. Le pourcentage des travaux en régie est d'**un pourcent (01%)** du montant du marché et de ses avenants, le cas échéant

16.2. Dans le cas où l’Entrepreneur serait invité à exécuter des travaux en régie, les dépenses exposées et dûment justifiées seront remboursées dans les conditions suivantes :

- o Les quantités prises en compte seront les heures de mise à disposition ou les quantités de matériaux et matières mises en œuvre ayant fait l’objet d’attachements contradictoires ;
- o Les traitements et salaires effectivement payés à la main d’œuvre locale seront majorés pour tenir compte des charges sociales de **quarante pour cent (40%)** ;
- o Les heures d’engins seront décomptées au taux figurant dans les sous-détails de prix ;
- o Les matériaux et matières seront remboursés au prix de revient dûment justifié au lieu d’emploi majoré de **dix pour cent (10%)** pour pertes, magasinage et manutention ;

Le montant des prestations ainsi calculé, y compris les heures d’engins, sera majoré de **vingt-cinq pour cent (25%)** pour tenir compte des frais généraux, bénéfices et aléas propres à l’entrepreneur.

ARTICLE 17 : Valorisation des travaux

Ce marché est à prix forfaitaires

ARTICLE 18 : Valorisation des approvisionnements

Les approvisionnements ne seront pas valorisés dans le présent marché.

ARTICLE 19 : Avances (CCAG Article 21)

Le Maître d’Ouvrage n’accordera pas une avance de démarrage au potentiel fournisseur.

ARTICLE 20 : Règlement des travaux

20.1. Constatation des travaux exécutés

Avant le 30 de chaque mois, l'Entrepreneur et l'ingénieur du marché établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

20.2. Décompte mensuel

Au plus tard le cinq (05) du mois suivant le mois des prestations, l'entrepreneur remettra en sept (07) exemplaires à l'ingénieur du marché, deux projets de décompte provisoire mensuel (un décompte hors TVA et un décompte du montant des taxes), selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché, depuis le début de celui-ci.

Seul le décompte hors TVA sera réglé à l'entrepreneur. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets de l'ENSTP et du Ministère en charge des finances.

Le montant HTVA de l'acompte à payer à l'entrepreneur sera mandaté comme suit :

- 98,9 ou 98,35% versé directement au compte de l'entrepreneur ;
- 2,2 ou 5,5% versé au trésor public au titre de l'AIR dû par l'entrepreneur.

Le Chef de service disposera d'un délai de **sept (07) jours** pour transmettre au Maître d'Ouvrage, les décomptes qu'il a approuvés.

Le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de vingt et un (21) jours maxi pour procéder à la signature des décomptes et leur transmission au comptable chargé du paiement

ARTICLE 21 : Paiement (CCAG article 19 complété)

L'ingénieur du Marché visera les décomptes pour validation ou y apportera des corrections. Il les transmettra au Chef Service du Marché qui les transmettra au Maître d'Ouvrage pour visa préalable avant transmission à l'Organisme payeur, de façon à ce qu'ils soient en sa possession au plus tard le 15 du mois.

Transmission des décomptes à l'autorité chargée des marchés publics

En application des dispositions du Décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics, une copie des décomptes provisoires et final sera transmise au Ministre chargé des marchés. Seul le décompte définitif sera soumis au visa du Ministre chargé des Marchés Publics avant sa transmission à l'Organisme payeur.

ARTICLE 22 : Intérêts moratoires (CCAG Article 20)

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément aux articles 166 et 167 du décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

ARTICLE 23 : Pénalités de retard (CCAG Article 32 complété)

En cas de non-respect des délais d'exécution des prestations courantes de mise à niveau, de réhabilitation et d'amélioration, le montant des pénalités de retard est fixé comme suit :

- a. Un deux millième (1/2000ème) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;
- b. Un millième (1/1000ème) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

Les pénalités seront applicables, après mise en demeure préalable, après expiration du délai contractuel.

Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à **dix pourcent (10%)** du montant TTC du marché de base avec ses avenants.

Il n'est pas prévu de prime en cas d'exécution en avance sur le délai contractuel.

ARTICLE 24 : Règlement en cas de groupement d'entreprises

En cas de groupement, les paiements seront effectués dans le compte du mandataire, les groupements étant solidaires.

ARTICLE 25 : Décompte final

Après achèvement des travaux et dans un délai maximum de trente (30) jours après la date de réception provisoire, l'entrepreneur établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

Le Chef de service disposera d'un délai de sept (07) jours pour transmettre au Maître d'Ouvrage, les décomptes qu'il a approuvés.

ARTICLE 26 : Décompte général et définitif

26.1. L'Ingénieur disposera d'un délai de sept (07) jours pour établir le décompte général à l'Entrepreneur après la réception définitive.

A la fin de la période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des travaux, l'Ingénieur de Marché dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par l'entrepreneur et le Maître d'Ouvrage. Ce décompte comprend :

- le décompte final ;
- le solde ;
- la récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par l'Entrepreneur, lie définitivement les parties et met fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

26.2. L'Ingénieur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour renvoyer le décompte final revêtu de sa signature.

ARTICLE 27 : Régime fiscal et douanier (CCAG Article 10)

Le décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des marchés publics. La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR et/ou la TSR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché :
 - Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ;
 - Des droits et taxes communaux ;

- o Des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Sauf mention spécifique contraire figurant au Marché, le Fournisseur devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges lui incombant ainsi qu'à ses en liaison avec les Travaux et Services au Cameroun.

ARTICLE 28 : Timbres et enregistrement des marchés (CCAG Article 11)

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais de l'entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur.

C - EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 29 : Consistance des prestations

Les prestations du présent Appel d'Offres comprennent :

- l'acquisition du groupe électrogène, le transport, la manutention et la mise en service ;
- L'installation d'un groupe électrogène.
 - Travaux préliminaires ;
 - Travaux des fondations ;
 - Elévations ;
 - Menuiseries métallique ;
 - Peinture ;
 - Toiture ;
 - Electricité ;

ARTICLE 30 : Brevet (CCAG complété)

Le fournisseur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

ARTICLE 31 : Lieu et délai de livraison (CCAG Article 31 et 33.1)

31.1. Le lieu de livraison des prestations est : l'ENSTP de Yaoundé.

31.2. Le délai d'exécution des prestations objet de la présente lettre commande est au plus **trois (03)** mois.

31.3. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

ARTICLE 32 : Rôles et responsabilités du fournisseur (CCAG Article 40)

Le fournisseur a pour mission d'assurer la fourniture des biens tels que décrits dans le CPT, sous le contrôle de l'Ingénieur et ce conformément à la présente lettre commande et aux règles et normes en vigueur.

ARTICLE 33 : Mise à disposition des documents et du site

33.1. Le Maître d’Ouvrage met le site des travaux et ses voies d'accès à la disposition de l'entrepreneur en temps utile et au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

33.2. L'entrepreneur n'utilise pas les terrains que le Maître d’Ouvrage met à sa disposition à des fins étrangères à l'exécution du marché, sauf autorisation expresse.

33.3. L'entrepreneur maintient en bon état de conservation, pendant la durée de leur utilisation, les locaux et voies mis à sa disposition. Il les remet, à la demande du chef de service, dans leur état initial après exécution du marché, compte tenu de leur usure normale.

ARTICLE 34 : Transport et assurances (CCAG article 31)

26.1. Emballage pour le transport

Le fournisseur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

26.2. Assurance

Le Fournisseur devra justifier qu'il est titulaire des polices d'assurance de responsabilité civile, pour les dommages de toutes natures qui sont susceptibles d'être causés aux tiers du fait de la livraison de la fourniture. Ces polices d'assurance doivent être délivrées par des Compagnies agréées par le Ministre chargé des Finances. Les frais inhérents à ces assurances sont à la charge du Fournisseur. Les risques de toute nature pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le Fournisseur.

ARTICLE 35 : Essais et services connexes (CCAG article 28)

Le matériel livré sera conforme aux spécifications du Cahier des Prescriptions Techniques (CPT).

Il sera soumis aux épreuves que l'Administration jugera utile.

ARTICLE 36 : Service après-vente et consommables (CCAG article 14)

Sans Objet

ARTICLE 37 : Organisation et sécurité du chantier

Les panneaux signalant le chantier, devront être mis en place dans un délai maximum de quinze (15) jours après la notification de l'ordre de service de démarrer les travaux.

L'entrepreneur s'assurera que la circulation autour du site des travaux n'empêchera pas les étudiants et le personnel de l'ENSTP de Yaoundé de vaquer à ses occupations.

ARTICLE 38 : Implantation des ouvrages

Le Chef de service notifiera dans un délai de huit (08) jours suivant la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux, les points et niveaux de base du projet.

ARTICLE 39 : Sous-traitance

La part des travaux à sous-traiter est de 0% du montant du marché de base et de ses avenants.

ARTICLE 40 : Laboratoire de chantier

Les études géotechniques nécessaires à l'exécution des fondations du présent ouvrage font partie intégrante du marché.

ARTICLE 41 : Journal de chantier

41.1. Le journal de chantier sera signé contradictoirement par le chef de service et le représentant de l'entrepreneur systématiquement lors des réunions de chantier qui auront lieu une fois par semaine.

41.2. C'est un document contradictoire unique. Ses pages sont numérotées et visées. Aucune page ne doit être enlevée. Les parties raturées ou annulées sont signalées en marge pour validation.

ARTICLE 42 : Utilisation des explosifs

Les explosifs ne seront pas utilisés dans le présent marché.

D - DE LA RECEPTION

ARTICLE 43 : Documents à fournir avant la réception technique (CCAG article 41 complété)

Le fournisseur devra, dans un délai de dix (10) jours au moins avant la réception provisoire transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants :

- toutes les documentations nécessaires à l'utilisation des matériels fournis ;
- Notification de la livraison ;
- Certificat de garantie du fabricant ou du fournisseur.

ARTICLE 44 : Réception provisoire (CCAG Article 40 et 41)

Avant la réception provisoire, le fournisseur demande par écrit au chef de service avec copie à l'Ingénieur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.

44.1. Epreuves comprises dans les opérations préalables à la réception

L'Ingénieur effectuera avec l'entreprise l'ensemble des tests précédemment réalisés par elle. Elle devra fournir, avant le jour des tests, un exemplaire des étapes qu'elle aura réalisées. Les tests effectués permettront de s'assurer que la fourniture est conforme aux caractéristiques attendues.

La réception portera également sur :

- La conformité des documents contractuels ;
- La fourniture de l'ensemble des équipements ;
- Le bon fonctionnement des équipements ;
- La fourniture de l'ensemble des documents dus à la fin des prestations.

Ces opérations font l'objet d'un rapport de pré réception dressé sur le champ et signé par l'Ingénieur du marché et contresigné par le Fournisseur.

Au terme de cette visite de pré réception, l'Ingénieur spécifie éventuellement les réserves à lever et ce qu'il y a lieu de faire avant la date de réception provisoire qui sera fixée en accord avec le Fournisseur.

44.2. La Commission de réception sera composée des membres suivants à titre indicatif

- Président : le Maître d'Ouvrage ou son représentant ;
- Rapporteur : le chef de département de génie rural ou son représentant ;
- Membres :
 - Le Chef de service du Marché ou son représentant ;
 - Le Comptable-matières de Rattachement auprès de l'ENSTP de Yaoundé.
 - Une personne désignée par le Maître d'Ouvrage en raison de ses compétences dans le domaine ;
 - Un représentant du MINMAP (Délégué régional du Centre) comme observateur.

Le fournisseur est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter)

Il assiste à la réception en qualité d'observateur. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

La Commission examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la

réception provisoire des fournitures s'il y a lieu.

La visite de réception provisoire fera l'objet du procès-verbal de réception provisoire signé sur le champ par tous les membres de la commission.

Le procès-verbal de réception provisoire précise ou fixe la date d'achèvement des prestations.

ARTICLE 45 : Documents à fournir après réception provisoire (CCAG Article 40 complété)

Le Fournisseur produira au Maître d'Ouvrage et dans un délai de 30 jours après la réception provisoire toutes pièces et tous documents se rapportant aux fournitures livrées, pièces et documents qui lui seraient d'une utilité quelconque.

ARTICLE 46 : Délai de garantie (CCAG Article 40 complété)

- 46.1. La durée de garantie est d'un (01) an à compter de la date de réception provisoire des prestations.
- 46.2. Pendant la période de garantie, le Fournisseur devra, s'il y a lieu, exécuter à ses frais et en temps utile, toutes les réparations et remplacements des pièces nécessaires pour remédier aux vices de fabrication et défaillances qui apparaîtraient dans le fonctionnement des fournitures livrées.

Toute intervention du Maître d'Ouvrage en lieu et place du Fournisseur, qui aurait manqué à ses obligations pendant la période de garantie, sera à la charge de ce dernier.

ARTICLE 47 : Réception définitive (CCAG Article 48)

47.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

47.2. La procédure de réception est la même que celle de la réception provisoire.

47.3. La réception définitive marque la fin du marché et libère l'ingénieur de toutes ses obligations. La signature contradictoire du décompte général et définitif par le Maître d'ouvrage et l'entrepreneur clôt définitivement le marché.

E - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 48 : Résiliation du marché (CCAG Article 57)

Le marché est résilié de plein droit par le Maître d'Ouvrage comme prévu à la section II, sous-section I (Article 182) du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 dans l'un des cas suivants :

- a) décès du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut, s'il y a lieu, autoriser que soient acceptées les propositions présentées par les ayant droits pour la continuation des prestations ;
- b) faillite du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut accepter s'il y a lieu, des propositions qui peuvent être présentées par les créanciers pour la continuation des prestations ;
- c) liquidation judiciaire, si le co-contractant de l'Administration n'est pas autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son entre - prise ;
- d) en cas de sous-traitance, de cotraitance ou de sous-commande sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ;
- e) défaillance du co-contractant de l'Administration dûment constatée et notifiée à ce dernier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ;
- f) non-respect de la législation ou de la réglementation du travail ;

g) variation importante des prix dans les conditions définies par le cahier des clauses administratives générales, suite à la modification des conditions économiques ou des quantités initiales du marché ;

h) manœuvres frauduleuses et corruption dûment constatées.

ARTICLE 49 : Cas de force majeure (CCAG article 56)

Les cas de force majeure s'entendent comme étant les effets des catastrophes naturelles ou de tout autre événement que le Fournisseur ne pouvait raisonnablement prévoir ni éviter et dont les circonstances rendent la livraison de la fourniture impossible.

En cas de force majeure, le Fournisseur ne verra sa responsabilité dégagée que s'il a averti le chef service des marchés par écrit de son intention d'invoquer ce cas de force majeure et ce, avant la fin du cinquième jour qui succède à l'événement.

En tout état de cause, il appartient au chef service des marchés d'apprécier le caractère de force majeure et les preuves fournies par le Fournisseur.

ARTICLE 50 : Différends et litiges (CCAG article 79)

Les différends ou litiges nés de l'exécution du présent marché peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable.

Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

ARTICLE 51 : Droit Applicable

Le droit applicable est le droit camerounais

ARTICLE 52 : Notifications

Toute notification envoyée à l'une des parties par l'autre, en application du présent Marché, le sera par écrit, ou par télégramme, ou télex ou télécopieur confirmés par écrit, à l'adresse mentionnée dans l'article 7 du présent CCAP.

ARTICLE 53 : Edition et diffusion du présent marché (CCAG complété)

La rédaction ou la mise en forme des documents constitutifs du marché sont assurées par le Maître d'Ouvrage. L'édition et la diffusion du présent marché, en vingt (20) exemplaires souscrits, est à la charge du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 54 : Et dernier Entrée en vigueur du marché (CCAG complété)

Le présent marché sera définitif après sa signature par le **Maître d'Ouvrage** et entrera en vigueur dès sa notification au Fournisseur.

PIECE N°05

**DESCRIPTIF DE LA FOURNITURE(ACQUISITION DU GROUPE
ELECTROGENE)**

LOT1 : Caractéristiques techniques du groupe électrogène Insonorisé 60 KVA CONTINUE (65 KVA SECOURS)	
Modèle de moteur	Diesel à 4 temps
Alésage x course	105.0 mm x 127.0 mm
Cylindrée	3.3 L
Taux de compression	17.25 ; 1
Aspiration	Turbo compressé
Système d'injection	En ligne
Régulateur	Mécanique
Performances	
Fréquence	50 Hz
Puissance secours du groupe électrogène	65.0 kVA
Puissance continue du groupe électrogène	60.0 kVA
Emissions	Faible consommation spécifique de freinage (BSFC)
Version	Insonorisé avec capotage
Numéro de performance	P2506B
Consommation de carburant	
Capacité du réservoir de carburant, litre	219 l
Charge de 100% avec ventilateur, L/hr	15.3 l
Charge de 75% avec ventilateur, L/hr	11.3 l
Charge de 50% avec ventilateur, L/hr	7.8 l
Circuit de refroidissement	
Débit d'air du radiateur, m ³ /min	110.4
Contenance de liquide de refroidissement totale, L	10.2
Air d'admission	
Restriction de l'admission d'air de combustion maxi, kPa(en H ₂ O)	8.0
Débit d'admission de l'air de combustion, m ³ /min	3.9
Système d'échappement	
Température des gaz dans le tuyau d'échappement, °C	571
Débit des gaz d'échappement, m ³ /min	10.4
Contre-pression dans le circuit d'échappement (maxi acceptable) kPa(en H ₂ O)	10.0
Dégagement de chaleur	
Rejet de la chaleur vers l'eau des chemises, kW	38.0

Rejet de la chaleur vers l'alternateur, kW	5.7
Rejet de la chaleur à l'atmosphère depuis le moteur, kW	11.0
Rejet de la chaleur à l'atmosphère depuis le moteur, kW	46.0
Alternateur	
Tensions	380V
Capacité de démarrage du moteur à un creux de tension de 30%, skVA	100
Courant, ampères	98.8
Disjoncteur	3 pôles MCB/MC
Batterie	85 A
Augmentation de température °C	150/40
Taille du châssis	A2133L4
Excitation	S.E
Poids et dimensions	
Poids (kg)	1031
Longueur (mm)	2278
Largeur (mm)	900
Hauteur (mm)	1322

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU GROUPE
ELECTROGENE)**

A- APPLICATION DU CAHIER DE CHARGES

L'expression " Cahier de Charges " implique l'application sans restriction du C.C.T.P. sans qu'il soit nécessaire d'y faire référence, et son application ne peut être dissociée des dossiers de plans et documents auxquels font référence les pièces contractuelles.

Les spécifications du Cahier de Charges pourront préciser ou compléter les prescriptions de ces documents, étant bien entendu que celles-ci sont des prescriptions minimales au - dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les prescriptions techniques particulières et Cahier de Charges afférents aux différents lots avec la localisation des prescriptions donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre à l'Entrepreneur d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de déterminer les particularités de fabrication et de mise en œuvre.

Ces prescriptions ne peuvent prétendre à une description complète et parfaite des travaux et il convient de souligner que celles – ci n'ont pas un caractère limitatif, l'Entrepreneur devant exécuter sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession, aura donc compris dans son marché, non seulement les travaux et fournitures décrits dans ces documents, mais encore ceux qui auraient pu échapper aux détails de la description et qui sont indispensables pour le complet achèvement des ouvrages de son corps d'état, suivant les plans remis et les règles de l'art.

De même, les travaux prévus aux pièces écrites et chiffrées du marché et qui ne figurent pas dans les plans sont dus par l'Entrepreneur et compris dans les prix.

En conséquence, l'Entrepreneur ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et au Cahier de Charges puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux incombant à son corps d'état, ou fassent l'objet d'une demande supplémentaire de prix.

En outre, il suppose que toute entreprise est censée :

- S'être rendu compte de la situation géographique des lieux de réalisation des ouvrages
- S'être rendue sur les lieux en ce qui concerne les VRD, et les contraintes de voisinage

B- NOTE LIMINAIRE A TOUS LES CHAPITRES

I- EXPOSE DU PROJET

Les travaux, objet du présent Appel d'offres sont répartis en un(01) seul lot unique comme suit :

L'installation d'un groupe électrogène.

- Travaux préliminaires ;
- Travaux des fondations ;
- Elévations ;
- Menuiseries métallique ;
- Peinture ;
- Toiture ;
- Electricité.

II- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'Entrepreneur est invité à visiter le site du projet, pour se rendre compte par lui-même de toutes les contraintes liées au site notamment les accès.

Tous les travaux sont réalisés et exécutés conformément aux règles de l'Art, aux différents documents contractuels, Lois, Décrets, arrêtés et leurs circulaires d'application régissant la construction en général, à la date d'établissement des prix.

En cas de modification d'une ou plusieurs dispositions réglementaires survenant au cours des travaux et jusqu'à la réception, l'entrepreneur fait connaître dans les plus brefs délais au Maître d'Ouvrage et/ou B.E.T (Bureau d'Etudes Techniques), les incidences éventuelles résultant de l'application de la nouvelle réglementation. Faute de les avoir signalées en temps utile, les modifications nécessaires demandées à la réception pour mise en conformité avec la nouvelle réglementation seront à la charge de l'entrepreneur qui, du fait de la remise de l'offre, aura fait montre d'une ample connaissance des documents et aura incorporé dans ses prix les incidences financières subséquentes.

III- PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER

Du fait de la remise de son offre, chaque entrepreneur est réputé s'être rendu sur les lieux du chantier pour connaître notamment les dispositions des lieux, afin de mieux apprécier, les difficultés inhérentes à la bonne exécution des travaux, tels que figurant sur les plans architectes et les pièces écrites, ainsi que les dispositions qu'il a à prendre pour les installations de son chantier et le stockage de ses matériels et matériaux.

En conséquence, aucun supplément quelconque ne sera alloué pour les sujétions nécessaires, pour qu'au jour fixé pour la réception, les abords et les ouvrages existants ou créés soient laissés dans un parfait état de propreté sans gravois, détritus, matériaux, etc.... et parfaitement remis en état.

IV- INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS

Avant tout commencement d'exécution, chaque entrepreneur s'assurera de l'exactitude des côtes des plans et coupes, de la bonne conformité des documents entre eux et fera ses éventuelles observations au Chef de service du marché.

Les documents écrits et graphiques établis par le Chef de service du marché, ont pour but de renseigner les entrepreneurs sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter.

Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que chaque Entrepreneur doit, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux indispensables à la réalisation et l'achèvement complet de l'ouvrage décrit.

Du fait de la remise de son offre, chaque Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier. Ainsi pour tel lot, il ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites dudit lot si celles relatives à un autre lot donne des indications pour l'ouvrage en partie omis. Cet ouvrage ou partie d'ouvrage est traditionnellement du ressort est réalisé par analogie avec les ouvrages ou parties d'ouvrages décrits en ces circonstances.

Et d'une façon générale chaque entrepreneur doit prendre les dispositions pour tous les travaux, fournitures et prestations même non désignés, nécessaires à une exécution normale et parfaite au sens habituel et des règles de l'Art. Ceci étant entendu que chaque Entrepreneur étant réputé avoir une connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix les incidences des autres lots sur ses propres travaux.

V- MESURES

Aucune mesure ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans, établis par le Maître d'Œuvre. En cas d'erreur, d'imprécision ou le manque d'une côte, l'entrepreneur le signale en temps utile, afin que les précisions nécessaires lui soient données.

L'inobservation de cette clause par l'Entrepreneur entraîne sa responsabilité vis à vis des modifications nécessaires pour la totalité des travaux de l'opération.

VI- TRAIT DE NIVEAU - TRACES - AXES

Le trait de niveau à + 1,00 m du niveau du sol fini des locaux, destinés à servir à tous les corps d'état intervenant dans le cadre du marché est tracé sur les murs par l'Entrepreneur du lot GROS - ŒUVRE dans toutes les pièces.

Si pour une raison quelconque, ce trait de niveau est effacé prématûrement, l'entrepreneur chargé du lot GROS - ŒUVRE ou celui désigné par le Chef de service du marché devra reprendre la matérialisation de celui-ci.

Tous les autres axes ou tracés sont exécutés et dus par l'Entrepreneur intéressé.

VII- RÉCEPTION DES OUVRAGES

L'entrepreneur est réputé avoir réceptionné les supports avant toute exécution de leurs prestations respectives. Ils sont de ce fait entièrement responsables de leurs prestations.

VIII-RÉSERVATIONS - TROUS- SCELLEMENTS- RACCORDS

Chaque prestataire ou sous-traitant fournit à l'entrepreneur ses renseignements et accessoires dans le délai préalablement fixé, faute de quoi les trous nécessaires dans les cloisons ou murs à construire, Les percements et travaux nécessaires à la fixation et au passage de leurs propres ouvrages avec les scellements et raccords y relatifs, seront exécutés par l'entrepreneur aux frais du prestataire défaillant.

IX- PROJET D'EXÉCUTION

Dans les 15 (quinze) jours qui suivent la notification de leur marché, l'entrepreneur produit à l'ingénieur du marché tous les plans de détails de son ouvrage à réaliser, si nécessaire accompagnés des notes de calcul correspondantes. Ces plans d'une part, doivent être fourni à l'ingénieur du marché, afin d'assurer une parfaite coordination entre les différents corps d'état, d'autre part cotés avec le plus grand soin, tous les détails utiles y sont consignés de la manière la plus minutieuse et la plus complète.

Les plans de fabrication et des détails des ouvrages établis par l'Entrepreneur doivent toujours faire apparaître les ouvrages avec lesquels ils sont en contact ou dans lesquels ils s'insèrent avec figuration des organes de liaison, de fixation et des compléments d'isolation, d'étanchéité, de rattrapage des tolérances d'exécution des ouvrages contigus, prévus et ou nécessaires.

L'entrepreneur demeure responsable de toutes les erreurs qu'ils auraient pu commettre dans la préparation des plans de fabrication et dessins de détails, ainsi que celles qui résulteraient ultérieurement de leur exécution.

Les plans de fabrication et de détails établis à l'ouverture du chantier seront remis, à l'ingénieur du marché avec copie au Maître d'Ouvrage.

Il est rappelé que les dimensions et sections indiquées sur les documents établis par le Maître d'Œuvre sont à considérer comme des minima, les Entrepreneurs sont chargés de les contrôler, de les majorer le cas échéant après l'accord de l'ingénieur du marché et d'en tenir compte dans l'établissement des prix dans leur offre. En aucun cas les dimensions et les sections ne peuvent être minorées.

X- SUJÉTIONS DIVERSES COMPRISSES DANS LES PRIX

Tous les prix remis comprennent la valeur de toutes sujétions et prescriptions d'exécution telles qu'elle résulte du terrain, des différents documents contractuels, Lois, Décrets, Arrêtés et leurs circulaires d'application régissant la construction, de la situation des locaux, des exigences du planning, du respect des règles de sécurité édictées par le Ministère du Travail, et autres organismes de prévention d'accident du travail, de l'observation des avis formulés par le Maître d'Ouvrage et l'ingénieur du marché, et aucun supplément de coût n'est admis pour assurer le respect et mise en conformité par rapport aux documents, règles et avis précités.

En conséquence, le prix unitaire adopté pour le règlement des travaux supplémentaires comprend toutes ces sujétions ne peut être affecté d'aucune plus-value quelles qu'en soient la quantité et la situation de l'ouvrage pour lequel il est appliquée.

XI- ÉCHAFAUDAGES - MONTAGES - STOCKAGES

L'entrepreneur doit établir tous les échafaudages nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi que toutes les prestations, pour leur location, pose, dépose et double transport.

L'entrepreneur fera de son affaire personnelle, toutes les manutentions matériaux et fournitures avant leur mise en oeuvre.

XII- PROTECTION DES OUVRAGES - MATÉRIAUX – MATÉRIELS

L'entrepreneur est tenu responsable des ouvrages des lots et en doit la protection jusqu'à leur réception. Il est en outre précisé que :

- L'entrepreneur est responsable des contrats conclus en cours de chantier, à charge pour lui de se couvrir des défaillances de ses partenaires éventuels par une assurance à souscrire
- Les détériorations causées par les effets atmosphériques sont aux frais de l'Entrepreneur dont les ouvrages ont été affectés ; à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance éventuelle.
- Les détériorations causées par les tiers, la preuve en étant fournie, sont réparées au frais du compte prorata
- L'entrepreneur est responsable des matériaux et matériels objet de ses approvisionnements, ainsi que ses outils de chantier. Ceux-ci seront couverts par une assurance vol et incendie, à moins que l'entrepreneur n'en dispose autrement.

XIII- ÉCHANTILLONS

L'entreprise est tenue de proposer au Maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les échantillons de tous les matériaux proposés.

XIV- QUANTITÉ

Toutes les quantités mentionnées au bordereau doivent être vérifiées par les Entreprises soumissionnaires avant la remise des offres.

Après signature du contrat de marché, l'entreprise sera réputée avoir pris tous les renseignements auprès du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, avoir vérifié et accepté toutes les quantités de la totalité de l'ouvrage pour lequel elle a été mentionnée.

XV- NETTOYAGE

Il est rappelé que l'entrepreneur doit assurer le nettoyage parfait et l'évacuation des lieux, locaux et abords dans lesquels il travaille ou qu'il emprunte pour l'exécution de ces travaux, tous les gravats, emballages, chutes, etc. qui seront mis en dépôt sur le chantier à un endroit précis en vue d'un enlèvement aux décharges publiques chaque fois que leur volume l'exige ainsi qu'à la demande du maître d'œuvre. Les frais en résultant seront supportés par l'entreprise.

XVI- DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

TRAVAUX D'INSTALLATION D'UN GROUPE ELECTROGENE A L'ENSTP DE YAOUNDE

N°	DESCRIPTION
LOT 2 : INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU GROUPE ELECTROGENE	
200	Travaux préliminaires
201	<p>Prix 201 : Installation du chantier Ce poste couvre toutes les études préalables au démarrage du chantier, la soumission des programmes d'exécution des travaux, la production d'un plan de recollement à la fin des travaux et comprend en outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'amené du matériel de chantier ; • Le repli du matériel de chantier ; • La mise sur pied d'un magasin ; • Toutes sujétions d'installation. <p>L'unité de mesure : forfaitaire Méthode de mesure : chaque ouvrage réalisé sera réceptionné en tant que tel</p>
202	<p>Prix 202 : Nettoyage du site Ce poste couvre le nettoyage général du site et l'évacuation des extrants à la décharge publique et comprend entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel de travail ; • Le nettoyage de la zone de construction ; • L'évacuation à la décharge publique. <p>L'unité de mesure : mètre carré. Méthode de mesure : L'appréciation sera faite sur le nombre de mettre carré de nettoyage et évacuer dans l'ensemble du chantier.</p>
300	Fondations
301	<p>Prix 301 : Implantation Ce poste couvre l'implantation du hangar devant recevoir le groupe électrogène à l'endroit indiqué par le maître d'ouvrage. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel de travail nécessaire pour l'implantation ; • Mise en place des chaises d'implantation ; • Toutes sujétions relatives à ce poste. <p>L'unité de mesure : le forfait Méthode de mesure l'ouvrage sera réceptionné après l'appréciation du service technique du maître d'ouvrage.</p>
302	<p>Prix 302 : Fouilles pour soubassement Ce poste couvre l'ouverture des fouilles de soubassement de ce hangar. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel de travail ; • Ouverture des fouilles proprement dites ; • Toutes sujétions relatives à ce poste. <p>L'unité de mesure : le mètre cube Méthode de mesure : Les quantités réalisées seront mesurées directement sur le terrain, avant et la réalisation des murs de soubassement, lors des visites de chantier.</p>
303	<p>Prix 303 : Agglos plein de 20x20x40 pour soubassement Ce poste couvre le montage des murs de soubassement en parpaings bourrés 20x20x80 aux endroits où les fouilles ont été ouvertes. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel de travail ; • La fourniture du matériau nécessaire (sable, gravier, parpaing et ciment) ; • La réalisation du mur de soubassement tout en respectant les règles de l'art ; • Toutes sujétions relatives à ce poste. <p>L'unité de mesure : le mètre carré Méthode de mesure : Les quantités réalisées seront mesurées directement sur le terrain, avant la réalisation des murs en parpaing de 15x20x40, lors des visites de chantier.</p>

N°	DESCRIPTION
LOT 2 : INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU GROUPE ELECTROGENE	
304	<p>Prix 304 : Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour amorce poteau, longrine, dallage au sol et socle</p> <p>Ce poste couvre la confection des poteaux et longrine en béton armé dosé à 350 kg/m3. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture des matériaux servant à la confection du béton armé : ciment, granulats, acier, bois de coffrage, etc. • La confection du béton ; • Le façonnage et pose des aciers ; • Le coffrage, le décoffrage, le ragréage éventuel avec sujexion d'échafaudage ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : le mètre cube</p> <p>Méthode de mesure : Les quantités réalisées seront mesurées directement sur le terrain, lors des visites de chantier.</p>
400	Elévations
401	<p>Prix 401 : Mur en agglos de 15x20x40</p> <p>Ce poste couvre la réalisation d'un mur en parpaing de 15x20x40 aux endroits indiqués par le maître d'ouvrage.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture des matériaux servant à la confection du mortier de pose ; • La fourniture des agglos de 15 x 20 x40 ; • La confection du mortier de pose ; • L'élévation des murs avec toute sujexion ; • Et toutes sujétions. <p>L'unité de mesure : le mètre carré</p> <p>Méthode de mesure : Les quantités réalisées seront mesurées directement sur le terrain, lors des visites de chantier.</p>
402	<p>Prix 402 : Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux au droit des murs et chainage haut.</p> <p>Ce poste couvre la confection des poteaux et chaînages en béton armé dosé à 350 kg/m3. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture des matériaux servant à la confection du béton armé : ciment, granulats, acier, bois de coffrage, etc. • La confection du béton ; • Le façonnage et pose des aciers ; • Le coffrage, le décoffrage, le ragréage éventuel avec sujexion d'échafaudage ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : le mètre cube</p> <p>Méthode de mesure : Les quantités réalisées seront mesurées directement sur le terrain, lors des visites de chantier.</p>
403	<p>Prix 403 : Enduit de mortier dosé à 400 kg/m³ sur mur.</p> <p>Ce poste couvre la confection du mortier pour la réalisation des enduits sur le mur de séparation de la structure. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture des matériaux servant à la confection du mortier : ciment, granulats,

N°	DESCRIPTION
LOT 2 : INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU GROUPE ELECTROGENE	
	<p>acier, règle en bois, etc.. ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la réalisation de l'enduit ; • La confection du mortier ; • La réalisation du gobetis ; • La mise en place des taquais et la réalisation de la couche de finition ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : le mètre carré</p> <p>Méthode de mesure : Les quantités réalisées seront mesurées directement sur le terrain, lors des visites de chantier.</p>
500	Menuiseries métalliques
501	<p>Prix 501 : Fourniture et pose des grilles métalliques de 2,55x1,00 sur ouvertures</p> <p>Ce poste couvre la fourniture et la pose des grilles métalliques au niveau des ouvertures sur les murs. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture des matériaux servant à la fourniture des grilles : tube carré, fer rond etc. ; • la fourniture du matériel nécessaire pour la pose : poste de soudure, baret de soudure, tenailles, etc ; • La pose des grilles métalliques ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : le mètre linéaire</p> <p>Méthode de mesure : Les quantités réalisées seront mesurées directement sur le terrain, lors des visites de chantier.</p>
502	<p>Prix 502 : Fourniture et pose des grilles métalliques de 1,85x1,00 sur ouvertures</p> <p>Ce poste couvre la fourniture et la pose des grilles métalliques au niveau des ouvertures sur les murs. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture des matériaux servant à la fourniture des grilles : tube carré, fer rond etc. ; • la fourniture du matériel nécessaire pour la pose : poste de soudure, baret de soudure, tenailles, etc ; • La pose des grilles métalliques ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : le mètre linéaire</p> <p>Méthode de mesure : Les quantités réalisées seront mesurées directement sur le terrain, lors des visites de chantier.</p>
503	<p>Prix 503 : Fourniture et pose des portes en grille métallique à quatre battants de 4,00x2,70</p> <p>Ce poste couvre la fourniture et la pose des portes en grille métallique pour accès dans le hangar. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture des matériaux servant à la fourniture des grilles : tube carré, fer rond etc. ; • la fourniture du matériel nécessaire pour la pose : poste de soudure, baret de soudure, tenailles, etc ; • La pose des grilles métalliques ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : le mètre linéaire</p> <p>Méthode de mesure : Les quantités réalisées seront mesurées directement sur le terrain, lors</p>

N°	DESCRIPTION
LOT 2 : INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU GROUPE ELECTROGENE	
	des visites de chantier.
600	Peinture
601	<p>Prix 601 : Peinture intérieure mur PANTEX 800(gold aquitaine) en deux couches.</p> <p>Ce poste consiste à application d'une peinture de type PANTEX 800 ou équivalent sur les murs de couleur gold aquitaine.</p> <p>Il consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la mise en œuvre de cette peinture (bâche, éponge, ruban adhésif pineaux, rouleaux, etc.) ; • La fourniture du PANTEX 800 ou équivalent ; • La réalisation de la peinture proprement dite ; • Et toutes sujétions. <p>L'unité de mesure : Le mètre carré.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier sur place, la quantité, la qualité des travaux réalisés.</p>
602	<p>Prix 602 : Peinture extérieure mur PANTEX 1300(gold aquitaine) en deux couches.</p> <p>Ce poste consiste à application d'une peinture de type PANTEX 1300 ou équivalent sur les murs de couleur gold aquitaine.</p> <p>Il consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la mise en œuvre de cette peinture (bâche, éponge, ruban adhésif pineaux, rouleaux, etc.) ; • La fourniture du PANTEX 1300 ou équivalent ; • La réalisation de la peinture proprement dite ; • Et toutes sujétions. <p>L'unité de mesure : Le mètre carré.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier sur place, la quantité, la qualité des travaux réalisés.</p>
603	<p>Prix 603 : Peinture sur menuiserie métallique et plinthe extérieur en Email A</p> <p>Ce poste consiste à application d'une peinture à huile en noir sur les éléments de grilles, et en marron MEVADA sur les plaintes en Email A. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la mise en œuvre de cette peinture (bâche, éponge, ruban adhésif pineaux, rouleaux, etc.) ; • La fourniture de la peinture à huile en marron NEVADA et noir ; • Réalisation de la peinture à huile en marron NEVADA et noir ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : Le mètre carré.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier sur place la qualité, et à mesurer les quantités sur l'ouvrage réalisé.</p>
700	Toiture
701	<p>Prix 701 : Fourniture et pose de la charpente métallique</p> <p>Ce poste consiste à la pose de la charpente métallique avec les tubes carrés. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la fabrication des membrures de la charpente (tube carré d'épaisseur 25 mm, baguette de soudure, poste de soudure, équipement de protection, etc.) ; • Fabrication de la ferme métallique ; • Assemblage et mise en place au niveau du chainage haut ;

N°	DESCRIPTION
LOT 2 : INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU GROUPE ELECTROGENE	
	<ul style="list-style-type: none"> • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : Le forfait.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier sur place la qualité, et à mesurer les quantités sur l'ouvrage réalisé</p>
702	<p>Prix 702 : Fourniture et pose des tôles bac 6/10^{ème} y compris les éléments de fixation</p> <p>Ce poste consiste à la pose des tôles bac en alu. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la fixation des tôles (vis, caisse à outil, équipement de protection, etc.) ; • Pose des tôles ; • Etanchéité au point de fixation des vis ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : Le mètre carré.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier sur place la qualité, et à mesurer les quantités sur l'ouvrage réalisé</p>
703	<p>Prix 703 : Fourniture et pose des gouttières en tôles 6/10^{ème} y compris les éléments de fixation</p> <p>Ce poste consiste à la pose des gouttières. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la fixation des gouttières (vis, crochets, caisse à outil, équipement de protection, etc.) ; • Pose des gouttières ; • Etanchéité au niveau des naissances ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : Le mètre linéaire.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier sur place la qualité, et à mesurer les quantités sur l'ouvrage réalisé</p>
704	<p>Prix 704 : Fourniture et pose de descente d'eau pluviale en PVC Ø100 y compris des éléments de fixation</p> <p>Ce poste consiste à la pose de descente d'eau pluviale en PVC Ø100. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la fixation des descentes d'eaux (vis, cheville, collier de support, caisse à outil, etc.) ; • Pose des descentes d'eaux ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : Le mètre linéaire.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier sur place la qualité, et à mesurer les quantités sur l'ouvrage réalisé</p>
800	Electricité
801	<p>Prix 801 : Installation du groupe électrogène</p> <p>Ce poste consiste à transporter et installer le groupe dans le hangar construit pour la circonstance. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour le transport et installation (camion HAB, etc) ; • Transport du groupe de l'atelier fer au lieu d'installation ; • Installation proprement dite ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : Le forfait.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier sur place la manutention, et à poser le groupe sur l'espace indiqué.</p>

N°	DESCRIPTION
LOT 2 : INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU GROUPE ELECTROGENE	
802	<p>Prix 802 : Fourniture et pose de la prise terre Ce poste consiste à la fourniture et à la pose de la prise terre qui servira à la sécurisation du dispositif électrique mise en place. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour l'installation de la prise terre ; • Installation de la prise terre proprement dite ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : Le forfait.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier la mise en place de ce dispositif, et au raccordement au circuit existant.</p>
803	<p>Prix 803 : Fourniture et pose d'un tableau de commande Ce poste consiste à la fourniture et à la pose d'un tableau de commande qui permettra au de commander le circuit électrique mise en place. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la pose de ce dispositif de commande ; • Fourniture du tableau de commande ; • Installation du tableau de commande ; • Raccordement au groupe électrogène et réseau ENEO ; • et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : L'unité.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier la mise en place, et au raccordement du tableau de commande.</p>
804	<p>Prix 804 : Fourniture et pose d'un tableau de protection Ce poste consiste à la fourniture et à la pose d'un tableau de protection qui permettra au de protéger le circuit électrique mise en place. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la pose de ce dispositif de protection ; • Fourniture du tableau de protection ; • Installation du tableau de protection ; • Raccordement au groupe électrogène et réseau ENEO ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : L'unité.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier la mise en place, et au raccordement du tableau de protection.</p>
805	<p>Prix 805 : Fourniture et pose d'un inverseur semi-automatique Schneider 150A Ce poste consiste à la fourniture et à la pose d'un inverseur semi-automatique Schneider 150A qui permettra de mettre en marche le groupe électrogène lorsqu'il y aura coupure d'énergie électrique produite par ENEO. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la pose d'un inverseur ; • Fourniture d'un inverseur ; • Installation d'un inverseur ; • Raccordement au groupe électrogène et réseau ENEO ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : L'unité.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier la mise en place, et au raccordement de l'inverseur.</p>
806	<p>Prix 806 : Fourniture et pose d'un compact tétra 125 A Ce poste consiste à la fourniture et à la pose d'un compact tétra 125A qui permettra à protéger</p>

N°	DESCRIPTION
LOT 2 : INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU GROUPE ELECTROGENE	
	<p>notre dispositif électrique mise en place.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la pose d'un compact 125 A ; • Fourniture d'un compact tétra 125 A ; • Installation d'un compact tétra 125 A ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : L'unité.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier la mise en place, et à la pose du compact 125 A.</p>
807	<p>Prix 807 : Fourniture et pose d'un parafoudre 100 KVA</p> <p>Ce poste consiste à la fourniture et à la pose d'un parafoudre 100 KVA qui permettront à protéger notre dispositif électrique mise en place.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la pose d'un parafoudre 100 KVA ; • Fourniture d'un parafoudre 100 KVA ; • Installation d'un parafoudre 100 KVA ; • et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : L'unité.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier la mise en place, et à la pose d'un parafoudre 100 KVA.</p>
808	<p>Prix 808 : Fourniture et pose des câbles d'alimentation 4x50 mm²</p> <p>Ce poste consiste à la fourniture et à la pose d'un câble d'alimentation 4x50 mm² qui permettra de connecter nos immeubles au groupe électrogène après installation.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la pose du câble d'alimentation ; • Fourniture du câble d'alimentation 4x50 mm²; • Installation et branchement du câble d'alimentation 4x50 mm²; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : Le mètre linéaire.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier la mise en place, et à la pose du câble d'alimentation 4x25 mm².</p>
809	<p>Prix 809 : Mise en service du groupe électrogène</p> <p>Ce poste consiste à la mise en service du groupe électrogène après installation dans le local technique et sa connexion avec les compteurs ENEO et aussi avec les bâtiments concernés.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installation du groupe ; • Contrôle du niveau d'huile dans le moteur ; • Fourniture du gasoil d'une capacité de 200 litres ; • Mise en route du groupe électrogène par une phase test ; • Et toutes autres sujétions. <p>L'unité de mesure : Le forfait.</p> <p>Méthode de mesure : Elle consistera à apprécier la mise en place de ce dispositif, et au test de fonctionnement.</p>

PIECE N°06
CADRE BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Cadre du Bordereau des prix unitaires

LOT1 : Fourniture du groupe électrogène insonorisé 60 KVA continue (65 KVA secours)

N°	Désignation des tâches Prix unitaires hors TVA en lettres (Francs CFA)	Unité	Prix U. en chiffres
100	<p>Prix 100 : Fourniture du groupe électrogène insonorisé d'une capacité de 60 KVA continue (65 KVA secours)</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat, la fourniture d'un groupe électrogène insonorisé d'une capacité de 60 KVA continue (65 KVA secours) suivant les prescriptions du descriptif technique.</p> <p>Il s'applique à l'unité livrée</p> <p>L'unité à _____</p>	U	

LOT2 : Installation du groupe électrogène

N°	Désignation	Unité	Prix Unitaire
	LOT 200 : TRAVAUX PRÉLIMINAIRES		
201	<p>Prix 201 : Installation du chantier</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat, l'installation de chantier. Il comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le plan des programmes d'exécution des travaux, la production d'un plan de recollement à la fin des travaux • Le logement du personnel de l'entreprise • Le gardiennage du matériel et matériaux • L'amenée et repli de tous les matériaux et matériels nécessaires à l'exécution des travaux. • La réalisation de la signalisation des travaux le nettoyage en fin de chantier de l'ensemble des zones d'intervention • Et toutes sujétions. <p>Il s'applique forfaitairement à l'ensemble du chantier.</p> <p>Le forfait à _____</p>	ff	
202	<p>Prix 202 : Nettoyage du site</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat le nettoyage général du site et l'évacuation des extrants à la décharge publique et comprend entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel de travail ; • Le nettoyage de la zone de construction ; • L'évacuation à la décharge publique. <p>Il s'applique au mètre carré de nettoyage du site aux dimensions figurées au quantitatif</p> <p>Le mètre carré à _____</p>	m ²	
	LOT 300 : FONDATIONS		

	Prix 201 : Implantation Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la l'implantation du hangar devant recevoir le groupe électrogène à l'endroit indiqué par le maître d'ouvrage. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">• La fourniture du matériel de travail nécessaire pour l'implantation ;• La mise en place des chaises d'implantation ;• Toutes sujétions. Il s'applique forfaitairement à l'ensemble du chantier. Le forfait à _____		
301	Prix 302 : Fouilles pour soubassement Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la réalisation des fouilles de soubassement de ce hangar. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">• La fourniture du matériel de travail ;• Ouverture des fouilles proprement dites ;• Toutes sujétions. Il s'applique au mètre cube de fouille aux dimensions figurées au quantitatif Le mètre cube à _____		m^3
302	Prix 303 : Agglos plein de 20x20x40 pour soubassement Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat le montage de soubassement en parpaing bourrés 20x20x40. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">• La fourniture du matériel de travail ;• La fourniture du matériau nécessaire (sable, gravier, parpaing et ciment) ;• La réalisation du mur de soubassement tout en respectant les règles de l'art ;• Toutes sujétions relatives à ce poste. Il s'applique au mètre carré aux dimensions figurées au quantitatif Le mètre carré à _____		m^2
303	Prix 304 : Béton armé dosé à 305kg/m3 pour amorce poteau, longrine, dallage au sol et socle Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat pour la réalisation de certains éléments en béton armé. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">• La fourniture des matériaux servant à la confection du béton armé : ciment, granulats, acier, bois de coffrage, etc.• La confection du béton ;• Le façonnage et pose des aciers ;• Le coffrage, le décoffrage, le ragréage éventuel avec sujexion d'échafaudage ;• Et toutes autres sujétions. Il s'applique au mètre cube aux dimensions figurées au quantitatif Le mètre cube à _____		m^3
	LOT 400 : ELEVATIONS		

	Prix 401 : Mur en agglos de 15x20x40 Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la réalisation d'un mur en parpaing de 15x20x40. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">• La fourniture des matériaux servant à la confection du mortier de pose ;• La fourniture des agglos de 15 x 20 x40 ;• La confection du mortier de pose ;• L'élévation des murs avec toute sujétion ;• Et toutes sujétions. Il s'applique au mètre carré de maçonnerie aux dimensions figurées au quantitatif. Le mètre carré à		
401	Prix 402 : Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux au droit des murs et chainage haut. Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la confection du béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteau et chainage haut. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">• La fourniture des matériaux servant à la confection du béton armé : ciment, granulats, sable, acier, bois, etc.• Réalisation de béton de convenance ;• La confection du béton ;• Le façonnage et pose des aciers ;• Le coffrage et le décoffrage avec sujétion d'échafaudage ;• Le coulage ; le vibrage du béton ; et toutes sujétions Il s'applique au mètre cube de béton armé aux dimensions figurées au quantitatif. Le mètre cube à	m^2	
402	Prix 403 : Enduit de mortier dosé à 400 kg/m3 Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la réalisation d'un enduit de mortier dosé à 400 kg/m3. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">• La fourniture des matériaux servant à la confection du mortier : ciment, granulats, acier, règle en bois, etc.. ;• La fourniture du matériel nécessaire pour la réalisation de l'enduit ;• La confection du mortier ;• La réalisation du gobetis ;• La mise en place des taquais et la réalisation de la couche de finition ;• Et toutes autres sujétions. Il s'applique au mètre carré d'enduit de mortier aux dimensions figurées au quantitatif. Le mètre carré à	m^3	
	LOT 500 : MENUISERIES METALLIQUES		
501	Prix 501 : Fourniture et pose des grilles métalliques de 2,55x1,00 sur ouvertures. Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et la pose des grilles métalliques sur les espaces non occupées par les murs.	ml	

	<p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture des matériaux servant à la fourniture des grilles : tube carré, fer rond etc. ; • la fourniture du matériel nécessaire pour la pose : poste de soudure, baret de soudure, tenailles, etc ; • La pose des grilles métalliques ; • Et toutes autres sujétions. <p>Il s'applique au mètre linéaire de grilles aux dimensions figurées au quantitatif.</p> <p>. Le mètre linéaire à _____</p>		
502	<p>Prix 502 : Fourniture et pose des grilles métalliques de 1 ;85 x 1, 00 sur ouvertures.</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et la pose des grilles métalliques sur les espaces non occupées par les murs.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture des matériaux servant à la fourniture des grilles : tube carré, fer rond etc. ; • la fourniture du matériel nécessaire pour la pose : poste de soudure, baret de soudure, tenailles, etc ; • La pose des grilles métalliques ; • Et toutes autres sujétions. <p>Il s'applique au mètre linéaire de grilles aux dimensions figurées au quantitatif.</p> <p>. Le mètre linéaire à _____</p>	m ²	
503	<p>Prix 503 : Fourniture et pose des portes en grilles métalliques à quatre battants de 4,00 x 2,70.</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et la pose des grilles métalliques sur les espaces non occupées par les murs.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture des matériaux servant à la fourniture des grilles : tube carré, fer rond etc. ; • la fourniture du matériel nécessaire pour la pose : poste de soudure, baret de soudure, tenailles, etc ; • La pose des grilles métalliques ; • Et toutes autres sujétions. <p>Il s'applique au mètre linéaire de grilles aux dimensions figurées au quantitatif.</p> <p>. Le mètre linéaire à _____</p>	m ²	
	LOT 600 : PEINTURES		
601	<p>Prix 601 : Peinture du mur intérieur au PANTEX 800(gold aquitaine) en deux couches</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat l'application d'une peinture de type PANTEX 800 ou équivalent sur les murs de couleur gold aquitaine.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la mise en œuvre de cette peinture (bâche, éponge, ruban adhésif pineaux, rouleaux, etc.) ; • La fourniture du PANTEX 800 ou équivalent ; 	m ²	

	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation de la peinture proprement dite ; • Et toutes sujétions. <p>Il s'applique au mètre carré de peinture aux dimensions figurées au quantitatif. Le mètre carré à _____</p>		
602	<p>Prix 602 : Peinture sur mur extérieur au PANTEX 1300(gold aquitaine) en deux couches</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat pour la réalisation de la peinture PANTEX 1300 sur les murs extérieurs en gold aquitaine.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture des matériels servant à la réalisation de la tâche (pinceaux rouleaux peinture, cache nez, etc.). • Fourniture de la peinture PANTEX 1300 ; • Réalisation de la peinture ; • Et toutes sujétions. <p>Il s'applique au mètre carré de peintures figurées au quantitatif. Le mètre carré à _____</p>	m ²	
603	<p>Prix 603 : Peinture sur menuiserie métallique et plinthe extérieur en Email A</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et pose de la peinture type Email A sur les grilles métallique (peinture à huile en noir) et sur les plinthes en Email A en marron MEVADA.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la mise en œuvre de la peinture ; • Fourniture de la peinture Email A de couleur marron MEVADA ; • Réalisation de la peinture ; • Et toutes sujétions ; <p>Il s'applique au mètre carré de surface aux dimensions figurées au quantitatif Le mètre carré à _____</p>	m ²	
	LOT 700 : TOITURE		
701	<p>Prix 701 : Fourniture et pose de la charpente métallique</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et pose de la charpente métallique.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la fabrication des membrures de la charpente (tube carré d'épaisseur 25 mm, baguette de soudure, poste de soudure, équipement de protection, etc.) ; • Fabrication de la ferme métallique ; • Assemblage et mise en place au niveau du chainage haut ; • Et toutes autres sujétions. <p>Il s'applique forfaitairement à l'ensemble du chantier. Le forfait à _____</p>	fft	

702	<p>Prix 702 : Fourniture et pose des tôles bacs alu 6/10^{ème} y compris les éléments de fixation Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et pose des tôles bacs alu 6/10^{ème}. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la fixation des tôles (vis, caisse à outil, équipement de protection, etc.) ; • Pose des tôles ; • Etanchéité au point de fixation des vis ; • Et toutes autres sujétions. <p>Il s'applique au mètre carré de surface aux dimensions figurées au quantitatif Le mètre carré à</p>		m ²
703	<p>Prix 703 : Fourniture et pose des gouttières en tôles 6/10^{ème} y compris les éléments de fixation. Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et la pose des gouttières. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la fixation des gouttières (vis, crochets, caisse à outil, équipement de protection, etc.) ; • Pose des gouttières ; • Etanchéité au niveau des naissances ; • Et toutes autres sujétions. <p>Il s'applique au mètre linéaire de gouttière aux dimensions figurées au quantitatif. . Le mètre linéaire à</p>		ml
704	<p>Prix 704 : Fourniture et pose de descente d'eau pluviale en PVC Ø 100 y compris des éléments de fixation. Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et la pose de descente d'eau pluviale en PVC Ø 100. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la fixation des descentes d'eaux (vis, cheville, collier de support, caisse à outil, etc.) ; • Pose des descentes d'eaux ; • Et toutes autres sujétions <p>Il s'applique au mètre linéaire de descente d'eau aux dimensions figurées au quantitatif. . Le mètre linéaire à</p>		ml
	LOT 800 : ELECTRICITE		
801	<p>Prix 801 : Installation du groupe électrogène Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat toutes les dispositions entreprisent pour installer le groupe dans le hangar construit pour la circonstance. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour le transport et installation (camion HIAB, etc) ; • Installation proprement dite ; • Toutes sujétions d'installation. <p>Il s'applique forfaitairement à l'ensemble du chantier.</p>		ff

	Le forfait à _____		
802	<p>Prix 802 : Fourniture et pose de la prise terre Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et la pose de la prise terre qui servira à la sécurisation du dispositif électrique mise en place. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour l'installation de la prise terre ; • Installation de la prise terre proprement dite ; • Traitement des poteaux avant leurs implantations ; • Et toutes autres sujétions ; <p>Il s'applique à l'unité de prise terre aux quantités figurées au quantitatif L'Unité à _____</p>	U	
803	<p>Prix 803 : Fourniture et pose d'un tableau de commande Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et la pose d'un tableau de commande qui permettra de commander le circuit électrique mise en place. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la pose de ce dispositif de commande ; • Fourniture du tableau de commande ; • Installation du tableau de commande ; • Raccordement au groupe électrogène et réseau ENEO • Et toutes autres sujétions ; <p>Il s'applique à l'unité du tableau de commande aux quantités figurées au quantitatif L'Unité à _____</p>	U	
804	<p>Prix 804 : Fourniture et pose d'un tableau de protection Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et la pose d'un tableau de protection qui permettra de commander le circuit électrique mise en place. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la pose de ce dispositif de protection ; • Fourniture du tableau de protection ; • Installation du tableau de protection ; • Raccordement au groupe électrogène et réseau ENEO • Et toutes autres sujétions ; <p>Il s'applique à l'unité du tableau de protection aux quantités figurées au quantitatif L'Unité à _____</p>	U	
805	<p>Prix 805 : Fourniture et pose d'un inverseur semi-automatique Schneider 150A Dito prix 802 Il s'applique à l'unité d'un inverseur semi-automatique 150A aux quantités figurées au quantitatif L'Unité à _____</p>	U	

	<p>Prix 806 : Fourniture et pose d'un compact tétra 125 A Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et la pose d'un compact tétra 125 A qui permettra de protéger notre dispositif électrique mise en place.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la pose d'un compact tétra 125 A ; • Fourniture d'un compact tétra 125 A ; • Installation d'un compact tétra 125 A ; • Et toutes autres sujétions ; <p>Il s'applique à l'unité d'un compact tétra 125 A aux quantités figurées au quantitatif L'Unité à</p>	
806	<p>Prix 807 : Fourniture et pose d'un parafoudre 100 KVA Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et la pose d'un parafoudre 100 KVA qui permettra de protéger notre dispositif électrique mise en place.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la pose d'un parafoudre 100 KVA ; • Fourniture d'un parafoudre 100 KVA ; • Installation d'un parafoudre 100 KVA ; • Et toutes autres sujétions ; <p>Il s'applique à l'unité d'un parafoudre 100 KVA aux quantités figurées au quantitatif L'Unité à</p>	U
807	<p>Prix 808 : Fourniture et pose des câbles d'alimentation 4x50 mm². Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la fourniture et la pose d'un câble d'alimentation 4x50 mm² qui permettra de connecter nos immeubles au groupe électrogène après installation.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture du matériel nécessaire pour la pose du câble d'alimentation ; • Fourniture du câble d'alimentation 4x50 mm² ; • Installation et branchement du câble d'alimentation 4x50 mm² ; • Et toutes autres sujétions <p>Il s'applique au mètre linéaire de câble d'alimentation aux dimensions et quantités figurées au quantitatif. . Le mètre linéaire à</p>	U
808		

809	<p>Prix 809 : Mise en service du groupe électrogène Ce prix rémunère dans les conditions prévues au contrat la mise en service du groupe électrogène après installation dans le local technique et sa connexion avec les compteurs ENEO et aussi avec les bâtiments concernés. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installation du groupe ; • Contrôle du niveau d'huile dans le moteur ; • Fourniture du gasoil d'une capacité de 200 litres ; • Mise en route du groupe électrogène par une phase test ; • Et toutes autres sujétions. <p>Il s'applique forfaitairement à la mise en place de ce dispositif, et au test de fonctionnement. Le forfait à</p>	ml	
-----	---	----	--

PIECE N°07
CADRE DU DETAIL ESTIMATIF

Cadre du détail estimatif

DEVIS D'INSTALLATION D'UN GROUPE ELECTROGENE.

N°	Désignation	Unité	Qté	P. U.	PRIX TOTAL
LOT 100 : FOURNITURE ET POSE D'UN GROUPE ELECTROGENE					
101	Fourniture d'un groupe électrogène d'une capacité de 65 KVA	U	1,00		
102	Fourniture d' inverseur semi-automatique Schneider 150A	U	2,00		
LOT 200 : TRAVAUX PRELIMINAIRES					
201	Installation de chantier	FF	1,00		-
202	Nettoyage du site	m ²	15,00		-
Sous-total Lot 200					
LOT 300 : FONDATION					
301	Implantation	Fft	1,00		-
302	Fouille pour soubassement	m ³	6,00		-
303	Agglos plein de 20x20x40 pour soubassement	m ²	12,00		-
304	Béton armé pour amorce poteau, longrine, dallage sol et socle sous le groupe électrogène	m ³	5,07		-
Sous-total Lot 300					
LOT 400 : Elévations					
401	Mur en agglos de 15x20x40	m ²	30,00		-
402	Béton armé dosé à 350 Kg/m ³ pour poteaux au droit du mur et chainage haut	m ³	1,92		-
403	Enduit de mortier dosé à 400 kg/m ³ sur mur,	m ²	70,00		-
Sous-total Lot 400					
LOT 500 : Menuiseries métallique					
501	Grille métallique de 2,55 x 100 sur ouvertures	U	2,00		
502	Grille métallique de 1,85 x 100 sur ouvertures	U	2,00		-
503	Porte en grille métallique à quatre battants de 4,00 x 2,70,	U	1,00		-
Sous-total Lot 500					
LOT 600 : PEINTURE,					
601	Peinture intérieure sur mur, PANTEX 800	m ²	55,00		-
602	Peinture extérieure au PANTEX 1300	m ²	55,00		-
603	Peinture sur menuiserie métallique et plinthe extérieur en Email A	m ²	32,00		-
Sous-total Lot 600					
LOT 700 : TOITURE,					

701	Charpente métallique	fft	1,00		-
702	Tôle bac 6/10ième y compris nécessaire de fixation	m ²	22,00		-
703	Gouttière en tôle 6/10ième y compris tout le nécessaire de fixation	ml	10,50		-
704	Descente d'eau pluviale en PVC Ø100 y compris nécessaire de fixation	ml	7,50		-
Sous-total Lot 700					
	LOT 800 : ELECTRICITE				
801	Installation du groupe électrogène	fft	1,00		-
802	Fourniture et pose de la prise terre	fft	1,00		-
803	Fourniture et pose d'un tableau de commande	U	1,00		-
804	Fourniture et pose d'un tableau de protection	U	1,00		-
805	Pose d'un inverseur semi-automatique Schneider 150A	U	2,00		-
806	Fourniture et pose d'un compact tétra 125 A	U	3,00		-
807	Fourniture et pose d'un parafoudre 100 KV	U	1,00		-
808	Fourniture et pose des câbles d'alimentation 4x50 mm ² torsadé	ml	50,00		-
809	Mise en service du groupe électrogène	fft	1,00		-
Sous-total Lot 800					
	TOTAL GENERAL HORS TAXES				-
	TVA : (19,25%)				-
	AIR : (2,2 % ou 5,5%)				-
	MONTANT GENERAL TOUTES TAXES				-
	NET A PAYER A L'ENTREPRENEUR				-

PIECE N°08
CADRE DU SOUS DETAIL DES PRIX

Option°1(Fourniture d'un groupe électrogène)

Option°2(Installation du groupe électrogène)

Matériaux et Divers				
	Type	Prix unitaire	Consommation	Montant
				Total
D	TOTAL COUT DIRECTS		A + B + C	
E	Frais Généraux de chantier		%	
F	Frais Généraux de siège		%	
G	Coût de revient		D + E + F	
H	Risques + Bénéfices		%	
P	Prix de Vente Total Hors Taxes		G+H	
V	Prix de Vente Unitaire Hors Taxes		P/Qté	

PIECE N°09 MODELE DE MARCHE

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TRAVAUX PUBLIC

Cellule des Infrastructures et des Marchés

B.P. 510 Yaoundé Cameroun
Tel.: (+237) 222 23 09 44
Fax: (+237) 222 22 18 16



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

NATIONAL ADVANCED SCHOOL OF PUBLIC WORKS

Infrastructures and Tenders Editing Unit

P.O. Box 510 Yaounde Cameroon
Tel.: (+237) 222 23 09 44
Fax: (+237) 222 22 18 16

**MARCHE N° _____/M/MINTP/CIPM-ENSTP/2025
PASSEE APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°004/AONO/MINTP/CIPM-
ENSTP/2025 DU 03 AVRIL 2025**

TITULAIRE : _____

B.P : _____ TEL : _____ FAX : _____

N°RC : _____ à _____

N° Contribuable : _____

OBJET : ACQUISITION ET INSTALLATION D'UN GROUPE ELECTROGENE A L'ENSTP DE YAOUNDE

LIEU D'EXECUTION : ENSTP de Yaoundé

MONTANTS EN FCFA

TTC	
HTVA	
TVA (19,25%)	
AIR (2,2 % ou 5,5%)	
Net à mandater	

DELAI D'EXECUTION : trois (03) mois

FINANCEMENT : BIP MINTP Exercice 2025

IMPUTATION : 22 40 40

SOUSCRITE, LE _____
SIGNEE, LE _____
NOTIFIEE, LE _____
ENREGISTREE, LE _____

ENTRE :

La République du Cameroun, représentée par Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP)

Ci-après désigné : « Le Maître d'Ouvrage »

D'une part,

Et l'entreprise : _____

B.P : _____ TEL : _____ FAX : _____

N°RC : _____ à _____

N° Contribuable : _____

Représentée par : _____, ci-après dénommé, « Le Cocontractant »

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

Titre I : Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP)

Titre II : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Titre III : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Titre IV : Détail Estimatif (DE)

Page _____ et Dernière de la Lettre Commande
N° _____ /LC/MINTP/CIPM-ENSTP/2025 du _____ 2025
passée Après Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence
N°004/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2025 du **03 avril 2025**

Avec la société _____
ACQUISITION ET INSTALLATION D'UN GROUPE ELECTROGENE A L'ENSTP DE YAOUNDE.

Montant : (En chiffres) FCFA TTC

(En lettres) FCFA Toutes Taxes Comprises.

Délai d'exécution : trois (03) mois

Lu et accepté par le Cocontractant

Yaoundé, le _____

Signé par le Maître d'Ouvrage

Yaoundé, le _____

Enregistrement

PIECE N°10 : FORMULAIRES ET MODELES A UTILISER

MODELE DE LETTRE D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

Je, soussigné..... (*Indiquer le nom et la qualité du signataire*)

Représentant la société, l'entreprise ou le groupement¹
Dont le siège social est à..... Inscrite au registre du commerce de
..... sous le n°.....

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées dans le Dossier d'Appel d'Offres (y compris les additifs) **N°004/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2025 du 03 avril 2025 pour l'acquisition et installation d'un groupe électrogène à L'ENSTP de Yaoundé**

Déclare vouloir soumissionner à l'Appel d'Offres ci-dessus mentionné.

Fait à le

Signature de

En qualité de

Dûment autorisé à signer les soumissions pour et
au nom de²

¹ Supprimer la mention inutile

² Annexer la lettre de pouvoirs en cas de groupement

MODELE DE SOUMISSION

Je, soussigné [indiquer le nom et la qualité du signataire]

représentant la société, l'entreprise ou le groupement⁽⁸⁾ dont le siège social est à inscrite au registre du commerce de sous le n°

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel d'Offres
N°004/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2025 du 03 avril 2025 pour l'acquisition et installation d'un groupe électrogène à l'ENSTP de Yaoundé

- Me soumets et m'engage à livrer les travaux conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à [en chiffres et en lettres] francs Cfa Hors TVA, et à francs CFA Toutes Taxes Comprises. [en chiffres et en lettres]

- M'engage à effectuer les travaux dans un délai de trois (03) mois,

- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants
.....

L'Administration se libérera des sommes dues par elle au titre du présent marché en faisant donner au compte n° ouvert au nom de auprès de la banque Agence de

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à..... le.....

.....
Signature de en qualité de
et au nom de
dûment autorisé à signer les soumissions pour

MODELE DE CAUTION DE SOUMISSION

Adressée au Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics, « Maître d'Ouvrage »

Attendu que l'entreprise ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du Pour l'**acquisition et installation d'un groupe électrogène à l'ENSTP de Yaoundé**, ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalent à francs CFA,

Nous..... (*Nom et adresse de la banque*), représentée par (*Noms des signataires*), ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de FCFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;

Ou

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par l'Autorité contractante pendant la période de validité :

- Manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ;
- Manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché, comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer à l'Autorité contractante un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que l'Autorité contractante soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande l'Autorité contractante notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par l'Autorité contractante pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande de l'Autorité contractante tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

Fait à le
(*Signature de la banque*)

MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Banque :

Référence de la Caution : N°.....

A Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics, BP 510 Yaoundé Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que (*Nom et adresse de l'entrepreneur*), ci-dessous désigné « l'entrepreneur », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à **fournir et installer un groupe électrogène à l'ENSTP de Yaoundé**.

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que l'entrepreneur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à **5%** du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner à l'entrepreneur ce cautionnement,

Nous, (*Nom et adresse de la banque*)
Représentée par (*Noms des signataires*),
ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de (*En chiffres et en lettres*).

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombe en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification à l'Entrepreneur, par le Maître d'Ouvrage, de l'approbation du marché. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception provisoire des fournitures.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

Fait à le
(*Signature de la banque*)

MODELE DE CAUTION DE RETENUE DE GARANTIE

Banque :

Référence de la Caution : N°.....

A Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics de Yaoundé

BP 510 Yaoundé

Ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que..... (Nom et adresse de l'entreprise)

Ci-dessous désigné « l'entrepreneur », s'est engagé, en exécution du marché, à **fournir et installer un groupe électrogène à l'ENSTP de Yaoundé.**

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à **10%** du montant du marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner à l'entrepreneur cette caution,

Nous, (Nom et adresse de la banque)

Représentée par

(Noms des signataires), et ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'Ouvrage, au nom de l'entrepreneur, pour un montant maximum de

(En chiffres et en lettres), correspondant à **10%** du montant TTC du marché.

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de **huit (08) semaines**, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à **5%** du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombe en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
Fait à, le

(Signature (s) de la banque)

PIECE N°11

Cadre du planning

Note sur la présentation des plannings

Les quantités, les rendements journaliers, la durée d'exécution des travaux et les ralentissements voire les interruptions dues devront ressortir clairement des plannings.

Le planning financier qui découle du planning des travaux devra indiquer mois par mois, les montants prévisionnels des décomptes de travaux par poste et cumulés, en tenant compte de l'incidence des saisons de pluies, pour la solution de base et éventuellement la solution variable.

Pièce 14

Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics

**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS DE
PREMIER RANG AGREES PAR LE MINISTRE EN CHARGE DES FINANCES
AUTORISESÀ EMETTRE LES CAUTIONS**

I BANQUES

1. ACCES BANK CAMEROON(ABC)
2. AFRILAND FIRST BANK (AFB)
3. BANCO NACIONAL DE GUINEA EQUATORIAL (BANGE CMR)
4. BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN (BACM)
5. BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFI BANK)
6. BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BICEC)
7. CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE BANK (CCA BANK)
8. CITI BANK CAMEROUN (CITIGROUP)
9. COMMERCIAL BANK-CAMEROON (CBC)
10. ECOBANK CAMEROUN (ECOBANK)
11. NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC-BANK)
12. SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES-CAMEROUN (SCB-CAMEROUN)
13. SOCIETE GENERALE CAMEROUN (SGC)
14. STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON (SCBC)
15. UNION BANK OF CAMEROON PLC (UBC)
16. UNITED BANK FOR AFRICA PLC (UBA)
17. BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BC-PME)
18. LA REGIONALE BANK

II. COMPAGNIES D'ASSURANCE :

19. ACTIVA ASSURANCES
20. AREA ASSURANCES
21. ATLANTIQUE ASSURANCE CAMEROUN SA
22. PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCES
23. CHANAS ASSURANCES
24. CPA SA
25. NSIA ASSURANCES
26. PRO ASSUR SA
27. ROYAL ONYX INSURANCE Cie
28. SAAR SA
29. SANLAM ASSURANCES CAMEROUN
30. ZENITHE INSURANCE.